

**Après  
les 17 exécutions djihadistes  
des 7, 8 et 9 janvier 2015 :  
10 points de clivage  
et sources d'interrogations**

**La confusion la plus totale règne «à gauche», depuis les exécutions commises par les trois islamistes qui ont assassiné dix-sept personnes dans les locaux de «Charlie» Hebdo, dans les rues de Paris et dans un supermarché casher de la porte de Vincennes. Cette confusion règne en fait depuis des années dans les rangs des différentes composantes de la «gauche radicale» et du mouvement anarchiste, sans oublier bien sûr «l'ultragauche». Pour les militantes et militants qui veulent véritablement sortir de cette confusion, qui ne sont pas mus par des calculs politiques, qui ne souhaitent pas se réfugier dans des discours abstraits et déconnectés des réalités, et sont prêts à aborder des questions dérangeantes toujours repoussées depuis des décennies par opportunisme, dogmatisme, ignorance ou cécité volontaire, voici une liste de 10 points qu'il me semble urgent de discuter (pour plus de détails, les lectrices et lecteurs intéressés pourront se reporter, dans les notes, aux articles publiés, traduits ou reproduits dans la revue *Ni patrie ni frontières* depuis 2002).**

1. Adopter une position claire face aux religions et tirer un bilan des positions défendues dans le mouvement ouvrier à ce sujet.
2. Réfléchir à la question de la laïcité et des droits démocratiques aujourd'hui.
3. Définir une position claire et offensive sur le statut de la raison et des sciences face aux obscurantismes religieux.
4. Critiquer les ambiguïtés de la thèse de «l'islamophobie».
5. Lier la question de l'islam aux luttes géopolitiques en cours, y compris entre les Etats dits «musulmans» du Sud.
6. Remédier à notre méconnaissance et incompréhension du rôle social des religions, en particulier de l'islam.
7. Combattre l'influence néfaste des sous-produits gauchistes des théories «postmodernes», des «études subalternes» et «postcoloniales».
8. Prendre conscience que les affirmations identitaires renforcent le poids social et politique des religions, donc freinent la lutte de classe.
9. Acquérir une vision claire et précise des différentes formes de racisme. Et réfléchir à ce que pourrait être un antiracisme de classe.
10. Comprendre la nature complexe de l'antisémitisme mondialisé actuel.

## I. Prendre clairement et honnêtement position face aux religions et se situer face aux différentes attitudes du mouvement ouvrier à ce sujet<sup>1</sup>.

Pour simplifier, depuis les débuts du mouvement ouvrier, deux positions opposées et erronées se sont toujours affrontées :

– Ceux que leurs adversaires dénoncent comme «laïcards» ou «laïcistes<sup>2</sup>» (une forte partie du mouvement anarchiste<sup>3</sup>, les socialistes comme Jules Guesde<sup>4</sup> ou Paul Lafargue<sup>5</sup> et plus récemment les militants des Partis communiste ouvrier irakien et iranien<sup>6</sup> ; en France les militants de Lutte ouvrière et de l'OCI/PT ou le site atheisme.org tenu par un proche de la Fédération anarchiste, Jocelyn Bézecourt) ;

– Ceux qui se méfiaient et se méfient des partis bourgeois républicains, de la façon dont ils utilisaient l'arme de la laïcité pour détourner l'attention des prolétaires vers la voie stérile de l'anticléricalisme sectaire<sup>7</sup>. Parmi ce second groupe, de nombreux théoriciens ont présenté les religions comme une façon «déformée» de protester contre l'injustice sociale ou du moins se sont montrés plus sensibles aux soubassements contestataires des mouvements religieux (cf. les écrits d'Engels<sup>8</sup> à ce sujet, par exemple, qui ont bien sûr été repris par toutes sortes d'intellectuels de la gauche théocompatible comme Ernst Bloch).

Aujourd'hui, on peut dire que, le second courant, «théo-compréhensif», est beaucoup plus puissant dans la gauche, l'extrême gauche, chez les anarchistes et même chez les ultragauches qu'il y a trente ans<sup>9</sup>.

<sup>1</sup> Pour illustrer la malhonnêteté intellectuelle des théophiles de gôche, on citera le travail de retraduction/collage/falsification entrepris par Pierre Tevanian dans son livre «La haine de la religion». Cf. la critique détaillée qu'en a faite Germinal Pinalie dans son article «Les mots de Marx sont importants» <http://blogs.mediapart.fr/blog/germinal-pinalie/100613/les-mots-de-marx-sont-importants-sur-la-haine-de-la-religion-de-pierre-tevanian>. Et aussi : «Le jésuite Pierre Tevanian est un digne représentant de la confusion gauchiste postmoderne» (2013).

<sup>2</sup> Jusqu'à une période très récente ces deux concepts étaient constamment employés par Jean-Marie Le Pen et le Front national. Désormais sa fille fait l'éloge de la laïcité et c'est la gauche postmoderne, l'extrême gauche et certains libertaires qui emploient ces concepts jusqu' alors d'extrême droite...

<sup>3</sup> Johan Most : «La peste religieuse», 1892 (*Compil' NPNF* n° 5).

<sup>4</sup> Jules Guesde : «Laïcisation à faire», 1887 (*Compil' NPNF* n° 5).

<sup>5</sup> Paul Lafargue : «Le mythe de l'immaculée conception», 1896 (*Compil' NPNF* n° 5).

<sup>6</sup> Cf. les textes publiés dans la *Compil' NPNF 2* de *NPNF*, «Islam, islamisme, islamophobie» : Maryam Namazie (2003) : «L'«islamophobie» n'a rien à voir avec le racisme !» ; Organisation pour la liberté des femmes en Irak (2003) : «Pour une loi consacrant l'égalité des sexes» (2003) ; Maryam Namazie (2003) : «Bas les voiles !» ; Azam Kamguian (2003) : «L'Islam et la libération des femmes au Moyen-Orient» ; Azam Kamguian (2004) : «Islamisme et multiculturalisme» ; Houzan Mahmood (2004) : «Une liberté sans aucun contenu» ; Mariam Namazie, Fariborz Pooya, Bahram Soroush (2004) : «Faut-il défendre la liberté d'expression des islamistes?» ; Azar Majedi (2004) : «Faut-il interdire le voile?» ; Mariam Namazie, Bahram Soroush (2004) : «Islam et droits de l'homme? Zéro pointé !» ; Azar Majedi (2004) : «Islam politique contre laïcité» ; Houzan Mahmood (2004) : «L'islam politique et les droits des femmes en Irak» ; Maryam Namazie (2006) : «Religions, relativisme culturel et instrumentalisation des droits humains» ; Mina Ahadi (2007) : «Aucune religion n'est réformable» ; Mina Ahadi (2007) : «Cessez de nous coller l'étiquette de musulmans» ; Maryam Namazie (2003) : «Bas les voiles !» ; Houzan Mahmood (2007) : «La charia n'est pas une culture» ; Houzan Mahmood (2003), «Les superstitions, les lois et les coutumes religieuses sont la honte du 21<sup>e</sup> siècle» ; Arash Sorx (2003) : «Le rôle de la religion dans la propagation du Sida».

<sup>7</sup> Lénine : «Socialisme et religion» (1905) et «De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion» (1909) ; Camillo Berneri : «Le prolétariat ne se nourrit pas de curés» (1936) ; Bordiga : «Anticléricalisme et socialisme» (1949) ; «Laïcité et marxisme» (1949) ; «Le marxisme face à l'Eglise et à l'Etat» (1949) ; Pannekoek : «Sur la religion» (1950) ; Dave Crouch : «Les bolcheviks, l'Islam et la liberté religieuse» (2003) et mon commentaire «Le SWP et l'islam: les silences des agneaux trotskistes».

<sup>8</sup> «Contribution à l'histoire du christianisme primitif» (*Compil' NPNF* n° 5).

<sup>9</sup> Ce changement est certainement dû à l'influence dans les milieux des classes moyennes-intellectuelles (milieux où les gauchistes et les anarchistes se recrutent le plus souvent) de l'idéologie postmoderne et postcoloniale, des thématiques altermondialistes et accessoirement de petits lobbies comme le CRAN, des identitaires tiers-mondistes comme les Indigènes de la République, de sites comme

Il existe certes une différence importante entre tenter de comprendre la base matérielle des religions (dans la lignée de Marx et d'Engels) et devenir «théo-compréhensif», mais le moins qu'on puisse dire est que le glissement s'opère de plus en plus fréquemment et sans le moindre complexe dans les milieux dits «radicaux».

Comme la culture matérialiste athée de l'ancien mouvement ouvrier est totalement ignorée par les milieux gauchistes, qu'ils soient anarchistes ou néotrotskistes, les réflexions des «nouveaux théophiles<sup>10</sup>» ont pris de l'importance et de multiples théoriciens «novateurs» ont commencé à définir la laïcité comme une religion sectaire, voire une idéologie imposant des normes hétérosexuelles, phallogocratiques et antimusulmanes<sup>11</sup> (cf., pour plus de détails, le point 4 sur les inconvénients de la théorie de l'islamophobie).

Ces courants théo-compréhensifs ou théo-compatibles, quand ils se mêlent de politique, sont à la fois **incohérents et opportunistes**. Ces incohérences concernent aussi bien :

– l'Eglise catholique puisqu'ils fustigent le pape ou des responsables catholiques lorsqu'ils prennent position contre la contraception, l'avortement, l'euthanasie ou le mariage homosexuel, mais **en même temps, ils se sont toujours montrés très indulgents face à la théologie de la libération (malgré ses échecs patents à la fois dans les guérillas des années 60 et 70 et, plus tard, dans plusieurs gouvernements en Amérique latine) et aux chrétiens de gauche<sup>12</sup>** ;

– les fondamentalistes protestants du Tea Party ou les amis de la famille Bush, mais **la gauche théophile reste muette face aux protestants qui jouent les pompiers sociaux dans la communauté noire américaine (du mouvement des droits civiques des années 60 aux émeutes de Ferguson<sup>13</sup>, pour ne pas remonter plus loin) ; aux évangélistes qui organisent à Paris, Bordeaux, Nantes, Lille, etc. des «marches pour Jésus» rassemblant des dizaines de milliers de manifestants (avec une forte proportion de personnes d'origine antillaise ou africaine) chaque année et sont particulièrement**

---

Les mots sont importants, du mouvement l'Ecole pour tou(te)s, etc. On remarquera, en miroir, que les intellectuels catholiques ont eux aussi une certaine tendresse pour le «communisme». Comme l'explique, dans une interview, Philippe Chenaux, auteur de *L'Eglise catholique et le communisme en Europe (1917-1989). De Lénine à Jean-Paul II* (Cerf, 2009) et qui enseigne à l'université pontificale du Latran: «*Je crois en effet qu'on ne peut pas penser le communisme en dehors d'une culture qui est la culture judéo-chrétienne. Comme dit Maritain, on trouve dans les valeurs du communisme (justice sociale, égalité, communauté, etc.) mais aussi dans l'espérance temporelle qu'il a suscité un «résidu» de l'héritage judéo-chrétien détaché de tout le reste de cet héritage et inséré, pour ainsi dire, dans une conception matérialiste athée de l'existence et de l'histoire. C'est ce résidu qui explique une bonne partie de son formidable pouvoir d'attraction sur les masses en Occident.*»

<sup>10</sup> «Les dix commandements de la Gauche théocompatible» (2007, *Compil' NPNF* n° 5).

<sup>11</sup> Cf. l'exposé oral de Mayanthi L. Fernando «Pratiques et politiques d'«inclusion» : penser la laïcité autrement» (<http://islamophobie.hypotheses.org/375>). Soulignant avec beaucoup de subtilité les multiples contradictions de la gestion des religions par l'Etat, cette féministe a tellement à cœur de prouver que la laïcité française serait «islamophobe» et sexuellement normative qu'elle en oublie de nous expliquer comment empêcher les mariages forcés, la polygamie, les violences conjugales, etc. Il est évident que certaines lois sont à double tranchant (par exemple, des fonctionnaires de police, voire des juges, peuvent se montrer beaucoup plus zélés face à une femme musulmane, ou même tout simplement immigrée, battue par un mari étranger que si son époux est franco-français) ; par contre, on ne peut laisser croire que ces lois ne seraient adoptées que pour surveiller et punir les «musulmans» ou les «musulmanes»... Idem pour la révocation du titre de séjour des femmes étrangères qui se livrent à la prostitution : il ne s'agit pas d'une disposition «antimusulmane», ni même hostile aux femmes «non blanches», mais d'une disposition xénophobe classique. La critique de Mayanthi L. Fernando des injonctions contradictoires de l'Etat républicain laïque vis-à-vis des femmes musulmanes, ou son analyse de la façon dont l'Etat prétend à la fois séparer public et privé, alors qu'il ne cesse de surveiller le privé et l'intimité des croyantes et des croyants musulmans (comme de tous les citoyens d'ailleurs...) sont cependant très intéressantes. Malheureusement, il y a fort à parier qu'une féministe soucieuse d'ajouter des guillemets au mot «intégrisme» fait certainement partie de l'intelligentsia théophile. Son livre «The republic unsettled : Muslim French and the contradictions of secularism» est paru en anglais chez Duke University Press.

<sup>12</sup> «Sur le christianisme de gauche» (lettre d'un lecteur, 2010).

<sup>13</sup> Cf. le numéro 11 d'Insurgent Notes (en anglais) : <http://insurgentnotes.com/> notamment cet article : <http://insurgentnotes.com/2015/01/notes-on-the-politics-of-respectability/>.

**actifs dans les banlieues populaires ; aux fondamentalistes protestants très actifs chez les Roms, etc.**

– le fondamentalisme juif, voire même la religion juive dénoncée pour son rôle en France comme en Israël, comme le fondement de l'hydre à trois têtes : sionisme/apartheid/tête de pont de l'impérialisme américain. **Ce qui n'empêche pas l'extrême gauche de vanter les mérites des Neturei Karta, fondamentalistes juifs ultraréactionnaires... mais «antisionistes» !**

– le fondamentalisme musulman quand il se mêle de politique et prend le visage de Daesh ou d'al-Qaida (certains «rrrévolutionnaires» osent même écrire que les crimes commis par les djihadistes seraient une simple «réaction» contre les crimes de l'impérialisme occidental<sup>14</sup>), **mais les mêmes ont les yeux de Chimène pour le Hamas et le Hezbollah, organisations antisémites et réactionnaires.**

Fondamentalement, la gauche théo-compréhensive ne comprend pas

– que les religions sont des forces matérielles au sens le plus terre-à-terre (elles ont des appareils de formation, des écoles, des banques, de l'argent, des terres, des biens mobiliers et immobiliers, des liens précis avec des partis politiques, etc.),

– qu'elles structurent et contrôlent les comportements concrets quotidiens de leurs fidèles, et que ce contrôle social sophistiqué est exercé par les religieux professionnels comme par les fidèles, ce qui rend un peu dérisoire tout calcul consistant à vouloir susciter ou alimenter une opposition politique entre croyants (de base) et hiérarchie religieuse (ou entre simples fidèles et théologiens ou docteurs de la loi religieuse). Les «rituels», les rappels à la loi divine, les rites de passage (baptême, circoncision, bar-mitzvah, communion, mariage, enterrements), les événements festifs (pèlerinages, etc.) formatent les individus, pas simplement leurs idées intimes, dans leur foyer ou dans leur vie privée, mais aussi leurs comportements sociaux, matériels donc, et aussi politiques.

Dans des sociétés totalement modelées par les religions, les superstitions, la magie, etc., ces croyances fournissent évidemment un cadre d'interprétation à la majorité des gens qui y vivent et même aux «intellectuels» professionnels de chaque époque. Et, bien sûr, dans des sociétés où les lettrés sont tous religieux ou fortement contrôlés par les Eglises, les visions dissidentes sont elles aussi marquées par la religion. De telles situations qui perdurent dans le Sud sont particulièrement difficiles à comprendre pour des militants laïques et athées français.

Mais les religions ne portent aucun message libérateur<sup>15</sup> qui soit profondément hostile à l'exploitation, à l'existence de classes sociales, aux mécanismes d'extraction d'un surproduit social, à la hiérarchie, aux Etats, et à la domination de la femme par l'homme. On peut y trouver certaines protestations contre la pauvreté et les abus de pouvoir – ce qui n'est pas du tout la même chose. Les analyses radicales de l'exploitation capitaliste ou de la domination impérialiste qu'on trouve chez les théologiens de la libération ne proviennent pas des fondements mêmes des religions mais d'emprunts aux marxismes ; de même les féminismes musulmanes, juives ou chrétiennes ne font que resservir à la sauce religieuse des réflexions menées par des féministes athées. Ces trous béants dans la pensée religieuse n'empêchent nullement les croyants d'inventer de toutes pièces des messages libérateurs y compris aujourd'hui<sup>16</sup>.

**Tout de même, objecte la gauche théocompatible, les religions «promeuvent la solidarité et la fraternité» et sont «populaires».**

<sup>14</sup> Cf. sur le site Paris luttes info, ce long article verbus d'un marxiste certainement maoïste : <http://paris-luttes.info/apres-le-temps-des-charlie-2479>

<sup>15</sup> Contrairement à ce que prétend la sociologue Julie Pagis dans *Libération* du 14/15 février 2015 qui rend compte (en toute innocence ?) d'un livre de Stéphane Lavignotte *Les religions sont-elles réactionnaires ?* Textuel, 2014 (question dont le titre induit déjà une réponse négative....). L'ennui est que Mme Pagis passe sous silence le fait que l'auteur est un pasteur protestant !!! Information qui figure pourtant en bonne place sur le blog que tient ce religieux sur Mediapart... C'est ce qu'elle appelle avec un certain culot « prendre du recul, dé-essentialiser et penser les faits religieux comme des faits sociaux et non comme des réalités transcendantes »... Plus comique encore, Lavignotte, selon Mme Pagis, nous invite à « décatholiciser » notre approche des faits religieux. On n'en attendait pas moins d'un pasteur... Cet article regorge de perles en tout genre sur Marx (le faussaire Tevanian fait des émules), la dimension prétendument religieuse de Mai 68 et du féminisme, etc. mais la place nous manque pour en rendre compte. Voici la référence de l'article : [http://www.liberation.fr/chroniques/2015/02/13/priez-dieu-elle-vous-exaucera-1\\_1202089](http://www.liberation.fr/chroniques/2015/02/13/priez-dieu-elle-vous-exaucera-1_1202089)

<sup>16</sup> ««Jésus socialiste» vu par Chavez et... Engels, <http://www.mondialisme.org/spip.php?article909>

Pour ce qui est des actes de solidarité sociale, de fraternité, d'empathie vis-à-vis des exploités, des luttes collectives pour l'égalité, etc., ils ont toujours existé, avant l'apparition des religions instituées et en dehors d'elles. La solidarité et la fraternité (ce que les croyants appellent «l'amour») ne sont pas des idées religieuses, mais PRE-religieuses qui n'ont nul besoin d'une base divine pour exister, se perpétuer, se justifier.

Le fait que les religions, ou les proto-religions comme les bouddhismes, essaient de récupérer ces actes, ces réflexions, ces solidarités, dans des organisations caritatives, voire même aillent jusqu'à participer à l'organisation des paysans pauvres ou des ouvriers pour mieux recruter des fidèles, ne relève pas d'un prétendu «rôle positif» des religions, mais tout simplement du fait qu'elles représentent des phénomènes multiformes, vivants, insérés socialement et que leurs dignitaires et idéologues ont intérêt à être attentifs à toutes les manifestations sociales et à s'implanter dans toutes les couches sociales.

D'autre part, l'islam n'est pas plus «populaire» que le catholicisme ou le fascisme, sinon dans un sens platement sociologique. Ces idéologies interclassistes sont solidement implantées dans «le peuple», mais ce n'est pas un élément positif pour nous, bien au contraire !

Toutes les religions ont pour fonction de réaliser l'unité nationale, l'unité de la société (civile ou pas), derrière des idéologies populaires vagues, en tentant de pacifier les conflits de classe, tantôt en soutenant des dictatures, tantôt en chevauchant des mouvements sociaux, tantôt en se réformant partiellement face à certaines évolutions sociétales qu'elles n'arrivent pas à combattre frontalement.

**Les religions sont aussi défendues par les démocrates bourgeois, les partisans d'une «laïcité ouverte», non sectaire, parce qu'elles auraient, paraît-il, un «aspect positif», sur le plan moral.**

Curieusement c'est un des arguments favoris des croyants, des plus modérés aux plus intégristes ; ceux-ci expliquent que, hors de la religion, il n'y a pas de morale, pas d'éthique, pas de vie sociale possible, pas de règles de vie commune possibles. Donc que la société serait une «jungle» où les prédateurs et les plus forts s'attaqueraient impunément aux plus faibles et les liquideraient...

Or c'est historiquement faux. La réflexion morale ou éthique (y compris matérialiste ou athée) a toujours existé en dehors des religions, y compris en dehors des religions polythéistes. Le matérialisme et l'athéisme ont une longue histoire totalement méconnue, y compris des gauchistes actuels... Et cette réflexion philosophique, voire spirituelle, continue en dehors des religions, encore aujourd'hui.

### **Pourquoi critiquer les religions?**

Parce qu'elles constituent des facteurs de confusion idéologique et des freins à la lutte de classe. Des forces matérielles contre-révolutionnaires. Le combat contre «l'obscurantisme» n'est pas un combat philosophique abstrait, mais une lutte concrète contre des forces politiques organisées, ici comme dans tous les pays, y compris au sein du prolétariat et de la paysannerie.

**Comment** critiquer les religions est une autre affaire, plus complexe, qui demande du doigté et effectivement de tenir compte du contexte politique (FN, propagande de l'UMP et du PS, propagande des médias, etc.) et notamment du racisme anti-Arabs bien réel en France.

Il ne s'agit pas d'insulter les catholiques ou les musulmans, de les traiter d'ignorants ou d'obscurantistes (en tout cas pas sans avancer de solides arguments), mais de rappeler certains faits historiques élémentaires : par exemple, le port du hijab n'est pas une prescription coranique pas plus que l'excision d'ailleurs ; c'est seulement vingt ans après la mort de Mahomet que le calife Othman réunit six compagnons du Prophète pour que ceux-ci se rappellent les versets «dictés par Dieu» à Mahomet ; une première version sans voyelles fut alors mise au point et il fallut attendre encore deux siècles pour qu'une version voyellée voie le jour, soit diffusée et que les théologiens commencent à en débattre. Quant aux hadiths (les propos attribués à Mahomet) on en «découvrit» encore pendant des siècles... On doit aussi rappeler que ceux qui financent les mosquées, la formation des imams, l'édition de livres religieux, etc., sont des multimilliardaires et des Etats dictatoriaux et non des pauvres travailleurs ....

Cela dit, la laïcité est-elle une conquête prolétarienne pur jus ? Bien sûr que non ! C'est un aspect du rapport de forces entre les Eglises, l'Etat et le mouvement ouvrier à un moment donné.

Nous n'avons pas à défendre la laïcité de façon abstraite ni à nous allier avec ses partisans républicains bourgeois ou fascistes. Mais nous devons expliquer que les religieux ont TOUS des objectifs politiques. De même que les catholiques traditionalistes et l'extrême droite ont un objectif social et politique en refusant le mariage homosexuel, dit «pour tous» (tout comme l'UOIF...), les partisans du port du hijab dans l'espace scolaire ou dans les administrations publiques ont un objectif politique. On est très loin d'«idées spontanées».

## II. Signification de la laïcité<sup>17</sup> et des droits démocratiques

Face au poids social des religions et des Eglises, le mouvement ouvrier a toujours défendu la séparation totale entre les Eglises et l'Etat, donc la laïcité, mais ce processus s'est incarné de façon très différente selon les pays. La «laïcité» turque (pays où les 72 000 imams sont des fonctionnaires payés et contrôlés par le pouvoir) n'a rien à voir avec la «laïcité» américaine (nation dont le dollar proclame «In God we trust», dont les représentants élus – démocrates comme républicains – n'arrêtent pas d'invoquer Dieu dans leurs discours et dont les présidents prêtent serment sur une bible).

Quant à la laïcité française, elle n'a d'équivalent dans aucun pays. Elle est souvent critiquée comme étant une production purement «gauloise», «occidentalo-chrétienne», etc. Et ce n'est pas un hasard si un intellectuel de la gauche souverainiste comme Jean-Pierre Le Goff définit la France comme une «communauté historique à vocation universelle»...

Dans la défense républicaine-universaliste de la laïcité par la gauche socialiste ou néostalinienne, il y a toujours, en arrière-plan, une dimension nationaliste, sociale-chauvine vis-à-vis de laquelle il nous faut prendre clairement nos distances. Ce nationalisme de gauche, que l'on trouve chez les sociaux-chauvins du PCF, du Parti de Gauche ou du PT, s'est d'ailleurs manifesté aussi bien durant le débat sur le Traité constitutionnel européen<sup>18</sup> que durant celui sur l'identité nationale<sup>19</sup>.

Quoi qu'il en soit, les tendances anarchistes et marxistes du mouvement ouvrier ont traditionnellement combattu l'intervention des Eglises dans l'espace public (promouvant une forme plus ou moins virulente d'anticléricalisme, ou du moins d'irrespect, face aux responsables et au prosélytisme religieux). En France, ces tendances ont cherché à contester l'influence des diverses organisations de masse que se donnaient les Eglises (scouts, éclaireurs, JEC, JAC, JOC, etc.), soit en les concurrençant (Secours populaire, Auberges de jeunesse, organisations de jeunesse, etc.) soit en cherchant à les influencer (en France, le PCF a tenté d'influencer les prêtres ouvriers en les attirant dans la CGT et en tendant la main aux organisations de masse chrétiennes).

Aujourd'hui, le mouvement ouvrier traditionnel est déliquescant, les traditions anticléricales sont en recul. Et la laïcité se trouve régulièrement critiquée par les intellectuels théophiles<sup>20</sup> et les Eglises. Elle fait partie des droits démocratiques dans la mesure où elle garantit une liberté d'expression, relative certes, mais indispensable à tous les athées, agnostiques et non-croyants et parce qu'elle empêche les Eglises de vouloir réglementer la vie sociale.

C'est pourquoi il faut souligner le **lien entre respect de la laïcité et droits démocratiques** sur plusieurs plans :

– il faut défendre l'égalité de traitement par l'Etat, son administration et ses forces de répression de tous les habitants (refus des contrôles au faciès, des discriminations dans l'école, à l'embauche, dans le logement social, la santé, etc.) ; donc, pour ce qui concerne les religions, défense de l'égalité de traitement par l'Etat de toutes les Eglises.

Là, deux positions sont possibles en France : généraliser le statut privilégié du judaïsme, du catholicisme et du protestantisme dans les trois départements de l'ex-Alsace-Lorraine à l'islam<sup>21</sup> et à tout

<sup>17</sup> «Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme» (2004, *Compil' NPNF* n° 6).

<sup>18</sup> «La triste farce de la victoire du non» (2005).

<sup>19</sup> «L'identité nationale : un mythe rance et dangereux. Une vieille question jamais réglée à gauche» (2009).

<sup>20</sup> Les intellectuels «théophiles» sont soit croyants (mais sans annoncer clairement la couleur) soit agnostiques ; dans les deux cas ils cherchent à tout prix à définir des positions théocompatibles qui puissent plaire aux Eglises et aux fidèles. Cf. par exemple la contribution de Frank Fregosi, chercheur au CNRS, au colloque «Elus et musulmans en Alsace : regards croisés sur des pratiques – Zoom sur la formation des imams» ([http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_cahier\\_observatoire\\_quarante\\_et\\_un.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_quarante_et_un.pdf)). Dans ce rapport, Fregosi ne se contente pas d'analyser froidement la situation de l'Islam de France, il propose des solutions pratiques pour aider les musulmans à avoir des imams vraiment qualifiés sur le plan théologique.

<sup>21</sup> L'islam n'ayant pas été pris en compte dans le Concordat de 1801, les politiques locaux bricolent pour que l'islam soient moins défavorisé par rapport aux autres religions : c'est ainsi qu'à Woippy (Moselle), le maire UMP François Grosdidier (qui a déposé une proposition de loi – non adoptée – pour

le territoire national... ou l'abroger – ce qui serait plus en accord avec une défense intransigeante de la laïcité mais risquerait de provoquer une série de polémiques et de conflits entre laïques et religieux de tout poil, dont je ne vois pas bien l'opportunité dans la période actuelle où tant de questions plus graves se posent aux exploités ;

–si l'accord ne se réalise pas sur l'extension (ou la suppression) du statut concordataire (et plus généralement sur le financement de l'enseignement privé, majoritairement catholique), et si l'on écarte la question de l'entretien par l'Etat des églises, il faut au minimum dénoncer toute discrimination antimusulmane (dans la mesure où cette religion est visée **en ce moment**) en termes de permis de construire pour les mosquées, port des signes religieux dits ostentatoires à l'école, abolition de la loi contre la burqa, constitution de cimetières ou de carrés musulmans, etc.

– nous devons lutter contre les individus ou les groupes fascistes ou d'extrême droite qui prennent pour cibles les mosquées, les cimetières musulmans ou juifs, qui s'attaquent aux femmes portant le hijab, la burqa ou le niqab dans la rue, ou aux hommes portant le kemis, etc.

**Limites et contradictions** : ces luttes pour l'égalité des droits entre tous (croyants, agnostiques ou athées) ne peuvent être conduites en ignorant les aspects néfastes du prosélytisme religieux<sup>22</sup>, déguisé ou pas, mené par toutes les religions, prêtres, rabbins, imams, pasteurs, etc.

---

intégrer le culte musulman dans le droit concordataire), a par exemple payé la construction d'une salle de prière coûtant 2 millions d'euros.

<sup>22</sup> «Discussion sur la religion avec un lecteur (maoïste)» (2013).

### III. Défendre une position claire et offensive sur le statut de la raison et des sciences

Sous l'influence notamment de l'écologie, de l'apologie de la «nature» (Gaïa, Pacha Mama, etc.), des mouvements indigénistes latino-américains (des zapatistes aux partisans d'Evo Morales en passant par les défenseurs des «peuples premiers» d'Amazonie, d'Amérique du Nord, etc.), les courants dits «anticapitalistes» se retrouvent désarmés (volontairement ou pas) face à la critique rationaliste et scientifique des religions.

La critique (justifiée) du scientisme, du productivisme, du nucléaire, de l'emprise de la technologie sur nos vies, l'apologie du retour à la terre (communautés des années 70) censée posséder des vertus particulières ou la constitution de communautés de résistance locale auto-suffisantes (ZAD) amènent parfois certains militants et sympathisants altermondialistes, anarchistes ou gauchistes à épouser des thèmes qui ne sont pas très éloignés du New Age et de toutes les «philosophies» antirationalistes<sup>23</sup>, antimatérialistes, etc.

Dans un tel cadre, il n'est pas étonnant qu'ils adoptent, eux aussi, un profil bas face à l'offensive des quatre cavaliers de l'obscurantisme que sont les Etats, les responsables religieux, les intellectuels théophiles et les ONG<sup>24</sup>. Ou qu'ils ne décèlent pas les manœuvres de ces différents acteurs.

Il est tout à fait légitime de s'interroger sur les limites des sciences et sur les utilisations politiques des technologies qui en sont issues. Les scientifiques peuvent, eux aussi, adopter des attitudes religieuses, refuser toute discussion de leurs hypothèses, ou vouloir ne pas remettre en cause des lois ayant prouvé leur efficacité depuis des siècles, et tout à coup contestées par tel ou tel savant. Mais il faut faire attention à «ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain».

Il ne s'agit pas d'opposer naïvement un Sud proche de la Terre et de la terre, possédant une rationalité distincte, étant plus en contact avec les «vraies valeurs» (de la convivialité à la mystique), à un Occident scientifique, matérialiste (au sens le plus vulgaire : intéressé seulement à la réussite financière), vecteur d'une raison destructrice de la nature. Ou en termes philosophiques traditionnels, il ne s'agit pas d'opposer des «cultures» du Sud centrées sur «l'être» aux cultures «occidentales» centrées sur «l'avoir».

Ce discours-là est à la fois celui des Eglises qui dénoncent le «matérialisme» contemporain, de nombreux philosophes athées ou agnostiques et de nombreux militants gauchistes, altermondialistes ou libertaires. Et un tel discours influence évidemment l'analyse des religions, l'attitude que l'on adopte vis-à-vis des croyants et des Eglises.

Si de nombreux militants minimisent, ou refusent d'analyser, le rôle de l'obscurantisme religieux, c'est souvent parce qu'ils n'ont guère confiance dans le rôle de la raison et des sciences et font preuve d'un relativisme tout à fait dans l'air du temps (cf. le point 7).

---

<sup>23</sup> «Religion et politique (1) : Les Quatre cavaliers de l'obscurantisme (introduction)» ; «Religion et politique (2) : L'offensive des théologiens, ecclésiastiques, dirigeants de communautés religieuses, etc.» (3 autres parties paraîtront cette année).

<sup>24</sup> Sur l'influence des théories écologistes réactionnaires dans le mouvement altermondialiste on pourra lire : «Goldsmith et sa hiérarchie gaïenne» ; «Le millionnaire Goldsmith soutient la gauche et l'extrême droite» (*Compil'* n° 3).



#### IV. Les ambiguïtés de la thèse de «l'islamophobie»<sup>25</sup>

En dehors donc des divergences au sein du mouvement ouvrier face aux religions, et de l'influence d'idéologies plus ou moins nouvelles qui structurent des mouvements sociaux (notamment écologistes au sens le plus large) et qui peuvent paralyser la réflexion, il faut signaler le rôle en partie néfaste de la thèse de l'«islamophobie».

Entendons-nous bien. Derrière ce mot, on peut mettre beaucoup de choses différentes et certains camarades sont parfaitement capables de lutter contre tous les racismes ET contre l'antisémitisme, fût-il de gauche. Mais ce qui m'intéresse ici c'est l'interprétation dominante acceptée pratiquement par tous, du roi d'Arabie saoudite au militant de base de la Coordination des Groupes Anarchistes ou aux «cadres» du Nouveau Parti anticapitaliste....

Ce concept d'islamophobie sème la confusion parce qu'il mélange quatre phénomènes différents :

a) le racisme contre des populations «extra communautaires» et leurs enfants, voire leurs petits-enfants : Arabes, Kabyles, Turcs, Maliens, Sénégalais, Pakistanais, Chinois, Vietnamiens, etc. ; ce racisme n'a aucune base religieuse, ou antimusulmane, et peut s'exercer contre des animistes, des bouddhistes, des chrétiens, des athées ou des... musulmans. Il vise avant tout des non-Européens originaires d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine ;

b) les discriminations qui frappent les croyantes et croyants s'affirmant musulmans dans les pays de tradition chrétienne, mais aussi hindouiste (Inde) ou bouddhiste (Birmanie) et dans ces derniers cas le colonialisme ou le néo-colonialisme européens ne peuvent expliquer les discriminations actuelles dont sont victimes les musulmans dans ces pays du Sud ;

c) la campagne idéologique des Etats occidentaux, spécialement en France, contre «l'islam radical», le «fondamentalisme musulman», ou «l'intégrisme». Cette offensive idéologique confond tout : la laïcité, la défense de l'Etat républicain, la démocratie et les droits de l'homme. Cette confusion est délibérée, mais elle est aussi liée au fait que l'Etat français n'a pas anticipé la montée de l'islam politique (et n'a pas su définir une stratégie différenciée selon les diverses tendances de cet islam politique) ; qu'il a fait des choix militaires en Irak, au Mali et en Lybie et que ces choix n'ont fait qu'attiser la haine contre la France ; sur le plan intérieur, aucun gouvernement n'a jamais admis que la France était une terre d'immigration ni que les différentes vagues d'immigrés avaient joué un rôle fondamental dans son histoire ; au mieux, l'Etat et les faiseurs d'opinion jettent un regard misérabiliste sur les immigrés et leurs descendants ; au pire ils prétendent que les musulmans seraient, par nature, inassimilables ; enfin, la loi contre le port du voile à l'école et dans les services publics, ainsi que la loi contre le port de la burqa dans l'espace public ont été accompagnées d'innombrables propos d'experts, de journalistes et de politiciens présentant clairement l'islam comme la religion la plus «con» pour reprendre l'expression du sinistre Houellebecq.

Malgré cette propagande étatique et médiatique, si on prend le cas de la France, on s'aperçoit que l'islam est jugé par les Français de plus en plus compatible avec les «valeurs de la société française». Les enquêtes du Pew Research Center (centre de recherches américain particulièrement attaché à dénoncer le gallicanisme et le «sectarisme» français) non seulement font le même constat, mais établissent que les musulmans de France sont les plus «satisfaits» de leur situation, si on compare leurs opinions à celles de leurs coreligionnaires dans tous les pays d'Europe.

En même temps, lorsqu'on lit la «Charte des droits et des devoirs des citoyens français» (<http://www.haute-garonne.gouv.fr/Demarches-administratives/Immigration-et-integration/Integration/Acces-a-la-nationalite-francaise/Charte-des-droits-et-devoirs-des-citoyens-francais>), document que doivent signer les candidates et candidats à la nationalité française, on ne peut qu'éprouver des doutes sur la volonté d'«inclusion», d'«intégration», etc., de l'Etat républicain-démocratique-français tant les sous-entendus assimilationnistes abondent dans ce texte.

---

<sup>25</sup> Romy Hassan (2003) : «Islamophobie et alliances électorales en Grande-Bretagne» ; «Saïd Bouamama, un sociologue au service du hijab... ..ou la construction d'un «paternalisme respectable» (2004) ; «Islamophobie ? Mythes et réalités - A propos des arguments d'un obscurantiste «radical» (2007) ; «Le jésuite Pierre Tevanian est un digne représentant de la confusion gauchiste postmoderne» (2012) ; «Dix questions aux libertaires sur l'islamophobie» (2012) ; et Sacha Ismail (2014) : «Qu'est-ce que le racisme antimusulmans ?»

Au niveau de l'intégration sociale, l'Etat rame pour trouver les fonds suffisants afin de «prouver» qu'il n'est pas gangrené par le racisme institutionnel et que la France reste toujours une «méritocratie» accueillante pour les enfants des classes populaires de toutes origines nationales.

Les penchants assimilationnistes de l'Etat français ont toujours été très puissants, raison pour laquelle le multilinguisme, par exemple, est interdit dans les documents administratifs, malgré les critiques et recommandations de l'ONU, et alors que ce multilinguisme administratif existe dans plusieurs Etats européens.

Dans la mesure où le patriotisme gaulois est une valeur en baisse (l'Empire français a disparu ; le service militaire n'existe plus ; l'Etat n'a plus le contrôle de la monnaie nationale, etc.), les politiciens français essaient de concocter un mélange hybride entre :

- le vieil universalisme républicain de gauche (plutôt paternaliste, pour ne pas dire colonialiste, vis-à-vis des peuples de l'ancien tiers monde) qui prétend s'inspirer de la Déclaration des droits de l'homme ;

- un nationalisme culturel voire culinaire (la fameuse « exception française » défendue pour le cinéma hexagonal ; les bagarres contre la numérisation des livres entreprises par Google ; les luttes pour défendre les vins et les fromages du « terroir » ; la promotion de la haute couture, etc.),

- un nationalisme économique pour les produits hauts de gamme (aéronautique – notamment militaire –, TGV, nucléaire),

- et un nationalisme sécuritaire européen aux ennemis mal identifiés (la Russie de Poutine ; les «islamo-terroristes») lointains... ou proches (la cinquième colonne islamiste) les Etats voyous (type Kadhafi ou Bachar al-Assad – du moins pendant un temps pour ce dernier).

d) la campagne des partis nationaux-populistes européens et de plus en plus de l'extrême droite (qu'elle soit païenne, protestante ou catholique) en faveur des Lumières, de la liberté d'expression voire même des droits des homosexuels (cf. les Pays Bas avec Théo Van Gogh, Pim Fortuyn et maintenant Geert Wilders et son PVV, Parti pour la liberté). Ce tournant idéologique de la droite et de l'extrême droite européenne n'a pas encore été assimilé par l'extrême gauche et les anarchistes qui cherchent toujours à tracer un trait d'égalité entre les nationaux-populistes européens actuels et les fascistes des années 30...

Face, ou parallèlement, à ces phénomènes très différents, on a vu se déployer plusieurs offensives idéologiques :

- une campagne en faveur du concept de l'islamophobie menée par les 57 Etats de l'Organisation pour la conférence islamique au sein des organisations internationales non islamiques (ONU, UNESCO, etc.) ;

- l'adoption, de manière acritique, de la thèse de l'islamophobie, par de nombreux militants d'extrême gauche et libertaires pour des raisons plus ou moins opportunistes (cf. par exemple « Dix questions aux “libertaires” sur l’“islamophobie” et le racisme) ;

- une offensive, dans le champ intellectuel, des spécialistes des religions<sup>26</sup> (généralement croyants – mais très discrets sur leurs convictions religieuses –, et presque jamais athées, ce qui fausse considérablement la portée de leurs travaux), mais aussi des sociologues, anthropologues, philosophes, historiens, etc., qui ont adopté ce terme d' «islamophobie»

- \* pour renforcer leur champ d'activité universitaire (postes, publications) ;

- \* pour répondre à des critères/normes académiques qui vont de la genrisation absurde de l'orthographe à la prise en compte des questions de genre, des minorités, etc., dans les sujets des maîtrises et des thèses, mais aussi dans les articles des revues académiques.

Ce qui frappe, chez les spécialistes de l'islamophobie, c'est leur naïveté. Ainsi, dans un numéro consacré à la sociologie de l'islamophobie («Sociologie», n° 1, volume 5, 2014), les auteurs de l'introduction aux différents articles expliquent que *«l'analyse de l'islamophobie implique au préalable de suspendre tout jugement – favorable ou défavorable – sur la valeur et la légitimité des identités et des pratiques musulmanes et de les considérer comme des “faits sociaux normaux”*». Je sais bien que les tenants des sciences sociales prétendent (tout comme les journalistes d'ailleurs) être «neutres» et «objectifs» mais cette neutralité est un doux rêve...

---

<sup>26</sup> Parmi les personnages médiatiques que l'on entend constamment discourir sur les religions et la laïcité aucun n'est athée ni même agnostique : Régis Debray et Max Gallo sont catholiques, Odon Vallet orthodoxe et Jean Baubérot protestant. Leur objectivité est donc sujette à caution. Tariq Ramadan, à côté, apparaît presque plus honnête, quelles que soient ses contorsions permanentes : il combat pour sa «chapelle» à visage découvert et défend ouvertement sa foi et ses convictions religieuses...

On remarquera, enfin, que la plupart des idéologues postmodernes du XXI<sup>e</sup> siècle sont soit des philosophes soit des spécialistes de la littérature dont la culture politique, économique et surtout historique (à commencer par l'histoire du mouvement ouvrier et des luttes de classe) est pour le moins réduite.

Comme l'indique Denisa-Adriana Oprea dans un article de *Recherches féministes*<sup>27</sup> : «Les féministes postmodernes soutiennent *«que le “sexe”, le genre, l'identité, l'identité sexuelle, l'orientation sexuelle et les catégories identitaires (comme homme/femme) sont des constructions sociales, souvent élaborées sur un mode binaire, qu'il importe de déconstruire.»*

Ce qui est vrai pour le féminisme s'applique à de nombreux autres domaines ; avec de tels présupposés tout discours universaliste fondé sur la lutte de classe et le rôle de la classe ouvrière est discrédité dès le départ et considéré comme un instrument de la domination masculine, blanche, hétérosexuelle, occidentale, etc.

A force de jouer au jeu de la «déconstruction», les militants n'ont plus aucune certitude, sinon celle de l'existence de leur petit «moi». L'individualisme capitaliste moderne trouve ici sa meilleure justification radicale.

---

<sup>27</sup><http://www.erudit.org/revue/rf/2008/v21/n2/029439ar.html?vue=resume>

## V. La place politique de l'islam dans le monde actuel est inséparable des luttes géopolitiques entre les Etats musulmans du Sud...

..qu'il s'agisse des Etats pétroliers (Arabie saoudite, Qatar), des puissances régionales émergentes (Iran, Turquie) ou qui essaient péniblement d'émerger (Egypte, Irak), ou des pays «musulmans» asiatiques comme le Pakistan, l'Indonésie, etc.

Les divers courants religieux de l'islam, les différentes tendances de l'islam politique et la gestion (ou la contestation) des Etats dits «musulmans» sont tellement entremêlés que le tiers-mondisme, l'anti-américanisme primaire hérité de la guerre froide et de la propagande stalinienne et l'altermondialisme actuel (fortement influencé par les précédentes) freinent la compréhension des phénomènes géopolitiques. Ils nuisent à l'analyse des luttes entre puissances du Nord et puissances du Sud, et entre les puissances du Sud elles-mêmes.

De plus, la confusion entre religion et politique augmente puisque, pour conquérir une place plus grande dans les institutions et négociations économiques internationales, ces Etats dits «musulmans» concluent souvent des alliances avec les gouvernements des Etats latino-américains (Brésil, Venezuela, Bolivie, Paraguay, Equateur), où l'influence de la théologie de la libération dans les hautes sphères du pouvoir a été, ou est encore, loin d'être négligeable : Frei Betto (conseiller de Lula au Brésil pendant plusieurs années) ; Ernesto Cardenal, ministre de la culture au Nicaragua sous les sandinistes ; le père Aristide ex-président d'Haïti ; Fernando Lugo, ex-évêque et président actuel du Paraguay ; Rafael Correa, ex-missionnaire salésien et président actuel de l'Equateur, etc.

La démagogie tiers-mondiste des régimes nationaux-populistes «de gauche» latino-américains se marie parfaitement avec la rhétorique «antisioniste» et parfois «anti-impérialiste» employée par certains Etats du monde arabo-musulman. Cette démagogie tiers-mondiste est accueillie sans le moindre esprit critique par l'extrême gauche occidentale et les mouvements altermondialistes, et ceux-ci soutiennent telle ou telle puissance régionale contre le «Grand Satan» ou le «Petit Satan», plutôt que de réfléchir à une position politique des travailleurs du Sud comme du Nord, position qui serait indépendante des Etats.

Dans le contexte de la mondialisation, l'islam, en tant que grille d'interprétation du monde et que prescripteur de normes morales, sociales et juridiques, mais aussi les différentes formes d'islam politique (de l'AKP à Daesh en passant par les Frères musulmans) peuvent être, et sont effectivement, un pôle d'attraction puisqu'ils combinent une morale sociale avec des explications religieuses et des discours anti-impérialistes<sup>28</sup>, antisionistes, etc.

De nombreux spécialistes, généralement islamophiles ou avançant des thèses théocompatibles, veulent mettre de côté le rôle de la religion dans le monde arabo-musulman et surtout dans l'analyse du terrorisme.

C'est ainsi que Vincent Geisser<sup>29</sup> dans un récent article de la revue *Migrations Société* explique qu'il faudrait ne pas tenir compte de la religion pour analyser le djihadisme et préconise de se concentrer uniquement sur le rôle de la violence en elle-même. Malheureusement, quand l'usage de la violence contre les juifs, les chrétiens et les athées (au VII<sup>e</sup> siècle on disait les «polythéistes» et les «idolâtres», mais cela revient au même) fait partie de l'éducation religieuse de ceux qui lisent et apprennent le Coran par cœur, il est difficile de fermer les yeux sur les justifications «sacrées» de la violence qu'on trouve dans de nombreux versets du Coran, dans les hadiths et dans les écrits de divers théologiens musulmans depuis des siècles.

Beaucoup de militants anarchistes ou marxistes actuels, s'appuyant sur les écrits de sociologues islamophiles, veulent ignorer le rôle néfaste de la religion musulmane, pour diverses raisons :

- pour des motifs tactiques (en ne critiquant pas l'islam, ils pensent attirer des «musulmans» dans leurs rangs) ;
- pour des raisons pseudo-«théoriques» : il ne faudrait tenir compte que du rôle économique et géopolitique de l'impérialisme américain, de sa «tête de pont» (Israël) et des impérialismes européens, et

<sup>28</sup> Clive Bradley (2002) : «La gauche et l'«anti-impérialisme réactionnaire» : la théorie de l'adaptation» ; Sacha Ismail (2009) : «L'islamisme et la nouvelle gauche arabe : une critique du SWP» (2009).

<sup>29</sup> «Éduquer à la laïcité, rééduquer au “bon islam” ?»

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2015/02/16/eduquer-a-la-laicite-reduquer-au-bon-islam/>

ne pas s'intéresser aux ambitions des puissances régionales du Proche et du Moyen-Orient, ou alors seulement de celles qui se sont alliées aux Etats-Unis et à Israël (Arabie Saoudite, Egypte, par exemple) ;

– les religions ne seraient que des idées vagues flottant dans le cerveau des individus (on devrait donc les laisser «délirer» et ne pas se pencher sur leurs réflexions personnelles qui relèveraient de l'intime) – une telle interprétation est aussi répandue dans certains milieux libertaires ;

– les religions (donc aussi l'islam) ne seraient pas des forces matérielles influençant leurs attitudes quotidiennes et leurs choix politiques, elles seraient seulement des opinions, aussi neutres que le fait d'aimer la glace à la vanille ou les huitres.

Malheureusement, une telle naïveté ne nous est pas permise. La religion musulmane est totalement imbriquée dans les jeux politiques du monde arabo-musulman et il est impossible de nier son rôle fondamental. D'ailleurs, il faut être un gauchiste théophile pour penser que la religion n'a aucun rôle dans la vie politique. Sofiane Meziani, professeur au lycée Averroès, proche des Frères musulmans et fan de Tariq Ramadan, l'explique sans aucun complexe : «L'islamisme n'est pas quelque chose de négatif en soi. C'est un mouvement politique qui se réclame de valeurs religieuses.» (*Libération*, 23/02/2015).

Je ne prendrai qu'un seul exemple, celui des Frères musulmans au Proche et au Moyen-Orient.

Rappelons que «pour al-Banna, la réforme à entreprendre devait donc s'attacher à reconstruire un socle de principes moraux islamiques mettant fin à ce retard et permettant d'agir sur l'ensemble des aspects de la vie sociale. Dans une formule célèbre, al-Banna expliquait ainsi que la réforme devait en premier lieu consister en une "formation de l'individu musulman, puis de la famille (ou de la maison) musulmane, puis de la société musulmane, puis du gouvernement, de l'Etat et de la communauté des musulmans"<sup>30</sup>».

Pour procéder à cette réforme politique et religieuse radicale, il faut que «chaque aspect de la vie [soit] islamisé» en noyant, à visage découvert ou clandestinement, «le secteur privé, les associations, les différentes institutions sociales, les écoles, les hôpitaux, etc.». Les Frères musulmans ont une «mission sacrée» et ont refusé pendant des décennies d'adopter une forme légale : que ce soit le parti, considéré comme «occidental», ou l'association (parce que trop contrôlable par le pouvoir en place).

Lors d'une récente discussion, un internaute m'objecta que les Frères musulmans avaient toujours été les pires ennemis de l'Arabie saoudite puisque cet Etat les range (...depuis le 7 mars 2014 !) dans les organisations terroristes.

Ce militant ignorait totalement l'histoire des rapports entre les wahhabites saoudiens et les Frères musulmans égyptiens, qui «pendant des décennies (...) ont entretenu un lien quasi fusionnel» (29). Les clichés gauchistes «anti-impérialistes» (l'Arabie saoudite étant un allié des Etats-Unis depuis 1945<sup>31</sup>) ne permettent pas d'expliquer pourquoi les Frères musulmans ont occupé une place décisive dans la construction-modernisation d'un Etat comme l'Arabie saoudite (mais aussi du Qatar) pendant près de 40 ans, et pourquoi des milliers de Frères musulmans ont trouvé refuge dans ce pays et y ont fait fortune. Ils ne permettent pas de comprendre pourquoi les Frères musulmans ont pu occuper des places importantes en Arabie Saoudite dans l'Université islamique de Médine et dans la Ligue islamique mondiale et faire venir des milliers d'instituteurs et de professeurs dans ce pays. Ni pourquoi les Frères musulmans prirent en charge le système éducatif saoudien, du primaire au supérieur, définissant les programmes scolaires et enseignant à tous les niveaux.

Ce rôle complexe des Frères musulmans (qui non seulement n'est pas le même dans tous les pays, mais dont la confrérie change d'alliances régulièrement) permet de savoir pourquoi nous avons du mal à analyser les événements du Proche et du Moyen-Orient avec des lunettes 100% laïques (les partisans de l'islam politique seraient tous des «islamo-fascistes») ou 100% marxistes orthodoxes (il n'y a que la répartition de la rente pétrolière qui compte)...

Il nous faut donc apprendre à démêler les facteurs religieux, politiques et géopolitiques sans tomber dans les explications simplistes du type «conflit de civilisations» ; «la civilisation occidentale est, de fait,

---

<sup>30</sup> Cf. l'article de Stéphane Lacroix, «Arabie saoudite : de la fusion à la rupture», «Les Frères musulmans et le pouvoir, 2011-2014», ouvrage dirigé par Pierre Puchot, Galaade Editions, 2014.

<sup>31</sup> En 1945, le roi Ibn Séoud signa avec le président F.D. Roosevelt pour soixante ans le pacte de Quincy, renouvelé pour la même durée en 2005 par George W. Bush. Ce traité stipule que les Etats-Unis prendront toujours à cœur les intérêts de la monarchie et la protégeront contre toute agression extérieure, en échange de la garantie d'un approvisionnement régulier en pétrole de la puissance américaine. Depuis le déclenchement de la guerre civile en Syrie et l'ébauche d'un rapprochement entre l'Iran et les Etats-Unis les relations sont un peu moins cordiales.

supérieure parce qu'elle sait se critiquer elle-même<sup>32</sup>», «l'islam est une religion plus dangereuse que les autres», «tout cela se résume à une question de pétrole», etc.

---

<sup>32</sup> Version vulgarisée d'un propos de Castoriadis : *«il n'y a que l'Occident qui ait créé cette capacité de contestation interne, de mise en cause de ses propres institutions et de ses propres idées, au nom d'une discussion raisonnable entre êtres humains qui reste indéfiniment ouverte et ne connaît pas de dogme»*. Pour la critique de cette position on pourra lire : «“Soulèvements arabes ” : il est temps de dire “Bye, bye, Castoriadis !”» (2011).

## VI. Remédier à notre méconnaissance du fonctionnement actuel des religions, et particulièrement de l'islam, que ce soit dans les pays arabo-musulmans ou en Europe.

Cette méconnaissance est due en partie à une vision euro-centrée du mouvement ouvrier. Celui-ci est né et s'est développé d'abord en Occident : pour les anarchistes et les marxistes du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle, la progression de l'éducation des couches populaires et de la science ne pouvait que faire reculer l'influence sociale des religions.

Dans le cas de la France<sup>33</sup>, pays où la proportion de sans religion est particulièrement forte (28 %), il n'est pas étonnant que l'extrême gauche, l'ultra-gauche et les anarchistes qui se recrutent dans les classes moyennes intellectuelles, la fonction publique ou accessoirement les ouvriers qualifiés ne se soient guère intéressés à la religion catholique (en pleine crise depuis les années 70 mais toujours influente comme l'ont prouvé les manifestations pour l'école privée en 1984 et contre le mariage homosexuel en 2013) ou à l'islam discret, pour ne pas dire clandestin, des prolétaires immigrés, du moins jusqu'aux années 80.

Même lorsque l'Eglise catholique jouissait d'une influence beaucoup plus forte et militante en milieu populaire qu'aujourd'hui, les catholiques de gauche faisaient profil bas dans les mouvements sociaux et les syndicats et ils ne se caractérisaient pas par un prosélytisme échevelé. Dans les années 70, par exemple, pendant plus d'une décennie, c'est un syndicat d'origine catholique (la CFDT) qui accueillit une grande partie des militants d'extrême gauche et leur confia des responsabilités jusqu'à son tournant qui prit forme dans les années 1983/1988.

Quant au prosélytisme musulman, il s'est développé dans des quartiers populaires peuplés de plus en plus d'étrangers où les groupes d'extrême gauche franco-français étaient peu implantés, et il a fonctionné suivant les mêmes recettes que partout dans le monde : charité envers les plus pauvres (distribution de repas ou de vêtements, par exemple), tentatives de récupérer les jeunes tombés dans le petit trafic de drogue, aide aux devoirs, sorties, cours d'arabe et de religion pour les enfants et les adolescents, etc. Dans le désert relationnel que sont devenus les quartiers populaires surtout dans les banlieues, les mosquées dont le nombre a considérablement augmenté ont rempli une fonction sociale que remplissaient autrefois (du moins en partie) les associations contrôlées (ou pas) par le PCF, les MJC, les mairies particulièrement actives sur le plan culturel, voire tout simplement les cafés et commerces de proximité.

Autre facteur important : les écrits des groupes marxistes laïques, marxistes ou anarchistes, militant dans les pays de culture musulmane sont inconnus à part ceux du Parti communiste ouvrier d'Iran (voir note 6 du premier point de clivage). Le Parti communiste ouvrier d'Iran est un parti ultralaïc – du moins dans sa propagande en anglais ; il dénonce «l'islamisme» mais ne fournit pas de définition claire de l'islam politique et n'opère pas de véritable différenciation entre ses différents courants ; il considère l'éducation religieuse comme une atteinte aux droits de l'enfant susceptible de poursuites pénales jusqu'à 16 ans ; et il conclut des alliances politiques sans principes<sup>34</sup> avec la droite (meeting avec Corinne Lepage), des féministes bourgeoises (réunions publiques avec Yvette Roudy ou Caroline Fourest) et des associations républicaines ultra modérées comme l'UFAL.

Une réflexion approfondie sur l'influence des religions est donc nécessaire. C'est une question complexe qui ne doit entraîner

– ni la démission avec des arguments du type «Le socialisme et le communisme feront disparaître les vestiges de toutes les superstitions» (version marxiste orthodoxe) ; ou bien «C'est un truc privé lié à l'imaginaire personnel, et cela ne nous regarde pas» (version libertaire) ;

– ni une dénonciation sectaire (cf. les arguments que l'on trouve dans «l'Encyclopédie anarchiste»<sup>35</sup> durant les années 20 et 30 ou plus récemment dans un texte de Mansoor Hekmat sur la dés-islamisation<sup>36</sup>.

<sup>33</sup> «L'essor de l'islam en France et ses conséquences politiques négatives pour les mouvements ouvrier et féministe» (2005, *Compil' NPNF* n° 2) ; «Le hijab, la gauche et l'extrême gauche» (2005).

<sup>34</sup> Cf. le débat entre le trotskyste Martin Thomas (Alliance for Workers Liberty) et les membres du Parti communiste ouvrier d'Iran en 2006 : Maryam Namazie et Arashe Sorkh (*Compil' NPNF* n° 2).

<sup>35</sup> Les textes sont tous en ligne sur divers sites. Sinon on peut consulter «La raison contre Dieu», sélection de textes de *l'Encyclopédie anarchiste* aux Editions *NPNF*.

<sup>36</sup> Je ne peux pas trouver de meilleure (ou de pire) exemple pour illustrer cette attitude de Mansoor Hekmat que son texte sur «l'islam et la dés-islamisation» (<https://www.marxists.org/archive/hekmat-mansoor/1999/01/islam.htm>) . Cette interview contient des remarques utiles mais l'auteur a tendance à présenter l'islam comme la principale menace dans le monde actuel, comme une religion pire que tous les autres parce que «ces gens [qui vivent dans «les sociétés islamiques»] aspirent comme tous les autres à la

Ou tous ceux qui font du droit au blasphème une espèce d'obligation depuis les meurtres commis contre l'équipe de «Charlie Hebdo».)

Pour mieux comprendre le rôle social de l'islam, il faudrait aussi se pencher sur des questions comme

- les rapports entre l'Etat et les mosquées ou les associations musulmanes,
- les contradictions au sein de l'islam européen. Par exemple, entre d'un côté, des intellectuels comme Tariq Ramadan (qui prétend ne pas vouloir choquer les musulmans et créer lentement mais sûrement un islam européen) et des gens comme Abdelwahab Meddeb et Malek Chebel (favorables à une réforme radicale de l'islam, à l'abrogation de la charia, à une révision du Coran et la suppression de nombreux hadiths mais qui sont très minoritaires, s'adressent à une élite intellectuelle et de plus se réclament du soufisme, ultraminoritaire lui aussi parmi les musulmans).

---

liberté, l'égalité et la fin des discriminations (...). La caractéristique la plus forte de ces personnes, en dépit de toutes les pressions, est leur désir d'une culture et d'un style de vie occidentaux». Comme si la culture occidentale pouvait vraiment offrir «la liberté, l'égalité et la fin de toutes les discriminations»!



## VII. Combattre l'influence néfaste des sous-produits politiques du postmodernisme<sup>37</sup>, du postcolonialisme et des «études subalternes»

Même si ces courants sont d'origine différente, et ont emprunté des directions diverses voire opposées, ils convergent dans les cercles universitaires et dans les médias de gôche. Sous une forme très simplifiée et simpliste, ils ont influencé des générations de militants de gauche, d'extrême gauche ou libertaires qui se sont inspiré de conceptions philosophiques au départ plutôt cryptiques, du moins chez les intellectuels français.

Les post-modernes ou post-structuralistes français qui venaient de la gauche (Deleuze, Baudrillard, Derrida, Foucault, Lyotard) avaient pour objectif, en critiquant les différentes interprétations du marxisme<sup>38</sup> qui les avaient – pour la plupart – fortement influencés dans leur jeunesse, de développer une critique qui se voulait plus radicale, plus exhaustive, du capitalisme et de la société modernes.

Ils prétendaient offrir une vision plus complexe et subtile que la détermination directe des phénomènes sociaux et politiques par «l'économie», les rapports de production ou les rapports sociaux. Influencés par la linguistique<sup>39</sup>, les post-structuralistes ont tendu à réduire les réalités sociales, comme les grandes philosophies, à des discours ou à des «textes» qu'on devrait «déconstruire». Les post-modernes de gauche ont contribué à diffuser des conceptions très relativistes de la lutte politique et des combats sociaux qui ont influencé directement leurs lecteurs militants ou même simplement ceux qui lisaient des articles ou des ouvrages de vulgarisation expliquant ces théories ; il ne faut donc pas s'étonner que, pour les «activistes» actuels, les religions ne soient plus une source d'aliénation politique et sociale, une source d'obscurantisme qu'il faille combattre, comme elle l'était pour l'ancien mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, les religions représentent seulement un «discours» parmi beaucoup d'autres qu'il faut analyser et décortiquer, généralement avec beaucoup plus de bienveillance que les autres «discours du pouvoir» (il suffit de se rappeler l'enthousiasme initial de Foucault pour les mollahs iraniens).

Dans le même courant on peut ranger le lobby médiatico-intellectuel des Indigènes de la République et leurs alliés universitaires de gauche : le PIR se transforme de plus en plus en une officine de propagande religieuse qui dénonce une *«hostilité croissante au sacré, laissant la place à une rationalité strictement instrumentale, dépourvue de sens et méprisant toute forme de transcendance»* et pour qui *«L'une des rares figures qui nous réhabilite et sur laquelle nous projetons notre "nous" positif et digne est celle du prophète. Il nous permet de rester debout car il est justice, droiture et bonté. Il est notre reflet positif<sup>40</sup>.»* En quelques années, le PIR et sa porte-parole sont clairement passés de l'empathie pour les croyants (formulant au passage un diagnostic civilisationnel qui peut satisfaire aussi bien les catholiques, les protestants que les juifs) à l'apologie de la foi et de la religion musulmanes.

En s'attaquant aux «discours universalistes», les postmodernes de gauche se sont attaqués aussi aux Lumières et au rationalisme scientifique ou philosophique, considérés comme illusoire, «eurocentrés<sup>41</sup>» quand ils ne les ont pas présentés comme le produit du cerveau d'hommes-blancs-hétérosexuels-occidentaux (traduire : consciemment ou inconsciemment racistes, colonialistes et homophobes). Les postmodernes se sont attaqués aux universalismes marxiste ou anarchiste pour les mêmes raisons.

---

<sup>37</sup> Janine Booth (2005) : «Les différences culturelles peuvent-elles excuser le sexisme ?» (*Compil' NPNF* n° 6).

<sup>38</sup> Foucault fut membre du PCF pendant plusieurs années puis proche de la Gauche prolétarienne, groupe maoïste ; Lyotard fut membre de Socialisme ou Barbarie et Pouvoir ouvrier, groupes marxistes antistaliniens ; Derrida n'a jamais été stalinien, et tous ses amis étaient de gauche ; Deleuze n'a jamais adhéré au PCF même si tous ses amis y militaient durant sa jeunesse ; quant à Baudrillard, il ne fut pas membre du PCF mais traduisit plusieurs livres pour les Editions sociales, y compris avec le très stalinien Gilbert Badia, ce qui suppose de solides liens d'amitié à gauche, du moins dans sa jeunesse...

<sup>39</sup> La genrisation à la mode dans les milieux de gôche et libertaires n'est qu'un sous-produit du structuralisme. La croyance selon laquelle, en féminisant l'orthographe et en inventant des mots mixtes du type «illes» ou «celleux», on changera les rapports entre les sexes non seulement relève de l'idéalisme benêt, mais ne permet pas d'expliquer pourquoi dans les sociétés où les langues utilisées (chinois, coréen, thai, japonais, etc.) n'ont pas de masculin et de féminin, les rapports de domination entre les sexes n'en sont nullement affectés...

<sup>40</sup> Houria Bouteldja : «Du sacré des Damnés de la terre et de sa profanation»  
<http://oumma.com/219681/charlie-hebdo-sacre-damnes-de-terre-de-profanation>

<sup>41</sup> Michel Foucault, par exemple, critiquait «les limites de la rationalité occidentale».

Il est normal que les partisans des études postcoloniales (soucieux de démontrer que les sociétés capitalistes occidentales fonctionnent encore sur un modèle «colonial» et que leur traitement des minorités ethniques s'inspire des modèles esclavagistes et coloniaux) se soient sentis des affinités avec les postmodernes de gauche.

Dans un tel cadre de pensée, il ne faut pas s'étonner que l'islam devienne la «religion des pauvres», des dominés, des «non-Blancs», et que (presque) tous les musulmans deviennent des prolétaires ou des «sans». Le tiers-mondisme, combiné au relativisme dominant dans les milieux universitaires, a ainsi retrouvé une nouvelle jeunesse comme on a pu le constater dans les mouvements altermondialistes, par exemple, depuis une vingtaine d'années et comme on peut le constater dans le soutien acritique au Hamas ou au Hezbollah sur toute la planète.

Vivek Chibber dans une interview à la revue *Jacobin*<sup>42</sup> apporte quelques précisions sur la façon dont ces mouvements intellectuels post-coloniaux et les études subalternes sont nés dans les pays du Sud et ont influencé l'intelligentsia de gauche et les étudiants des pays du Nord.

Comme il le souligne, nous assistons depuis une trentaine d'années, à la plus grande offensive internationale jamais coordonnée tentant de nous faire croire que les catégories scientifiques issues du foisonnement des Lumières (des notions comme le capital, les classes sociales, la rationalité et l'objectivité) s'appliqueraient au monde «occidental» mais pas au monde «non occidental».

Pire, on veut nous faire avaler que les catégories critiques forgées au sein de ce monde occidental (le marxisme mais aussi l'anarchisme) feraient partie intégrante de l'offensive coloniale et de l'idéologie impérialiste.

On retrouve ce discours dans la bouche des Indigènes de la République qui expliquent qu'ils ne sont «ni de droite ni de gauche», parce qu'ils pensent (?! ) avec des catégories non occidentales... *«Pourtant, la Oumma est traversée de mille contradictions et nos clivages sont innombrables. Mais historiquement, nous ne connaissions pas cette séparation radicale entre les Églises et l'État, comme nous ne connaissions pas ce type de distinction entre le profane et le sacré, la sphère publique et la sphère privée, la foi et la raison. Il aura fallu l'avènement de la modernité capitaliste, occidentale et son narcissisme outrancier et arrogant pour universaliser des processus historiques – la laïcité, les Lumières, le cartésianisme – géographiquement et historiquement situés en Europe de l'Ouest. C'est une spécificité qui s'est auto-déclarée universelle par la force des armes et des baïonnettes (39).»*

Et d'ajouter à propos des caricatures de Mahomet republiées dans «Charlie Hebdo» : *«Sur l'instant, j'avais pensé à «Tintin et les sept boules de cristal». De retour d'Amérique du Sud, les sept membres d'une expédition consacrée aux Incas sont victimes, les uns après les autres, d'une malédiction et plongés dans une profonde léthargie, victimes d'une malédiction. Durant leurs fouilles, les chercheurs ont profané la tombe et souillé des croyances ancestrales. La vengeance des Incas ne s'est pas fait attendre. Voilà où conduit la froide rationalité des Lumières. Au fanatisme de la raison marchande et capitaliste (39).»*

Puisque Mme Bouteldja semble si sensible aux atteintes portées au sacré, on aimerait qu'elle nous explique le caractère «rationnel» et «capitaliste» des multiples profanations commises par les talibans, Boko Haram, Daesh et tous ces «damnés de la terre» si respectueux du «sacré»... Et qu'elle nous explique aussi son opinion sur le caractère «sacré» de la vie humaine prôné par le Hamas et le Hezbollah qu'elle soutient...

On remarquera que Mme Bouteldja nous offre une curieuse histoire de l'islam ; en effet, à la lire, on pourrait croire qu'il n'y aurait eu aucune réflexion sur la «distinction entre le profane et le sacré, la sphère publique et la sphère privée, la foi et la raison» avant l'intrusion occidentale dans les sociétés arabo-musulmanes. Or, il me semble que les écrits d'Averroès (XIIe siècle) et sa réflexion sur les rapports entre foi et raison sont bien antérieurs à ceux de Descartes (XVIIe siècle) et aux Lumières (XVIIIe siècle)... A trop vouloir prouver, on se tire souvent une balle dans le pied.

Depuis deux cents ans tous ceux qui ont voulu changer le monde et le rendre meilleur ont défendu des conceptions universalistes ; ils ont soutenu que les ouvriers et les paysans avaient des intérêts communs, même s'ils vivaient sur des continents différents et dans des «cultures» différentes. Paradoxalement, alors que les mouvements altermondialistes ont regroupé, au cours des vingt dernières années, des centaines de milliers de militants du Nord comme du Sud pour des actions et d'innombrables réunions contre le «néolibéralisme», s'est répandue l'idée baroque selon laquelle les peuples du Nord et du Sud n'auraient

<sup>42</sup> <https://www.jacobinmag.com/2013/04/how-does-the-subaltern-speak/>

rien en commun, que les prolétaires du Nord vivaient sur le dos de ceux du Sud, et que, dans les grands pays occidentaux, les prolétaires «blancs» tireraient leurs «privilèges» de l'exploitation des prolétaires «non blancs».

Chibber explique cette nouvelle conjoncture de la façon suivante :

– après le déclin du mouvement ouvrier et les défaites de la gauche, dans les années 70, les universitaires n'ont pas continué à produire des théories centrées sur l'exploitation capitaliste, la classe ouvrière et la lutte des classes, et c'est un processus «normal» ; les intellectuels n'accordent jamais beaucoup de crédit à la critique du capitalisme en dehors des périodes de soulèvements sociaux et d'émeutes à grande échelle ; comme le dit, dans une formule choc, Walter Benn Michaels dans une interview à *Jacobin*<sup>43</sup>, «*nous, les universitaires, nous sommes un peu le département Recherche et développement du Capital*» ;

– les universités ne sont plus des tours d'ivoire mais des institutions de masse qui se sont ouvertes à des catégories qui, auparavant, en avaient été écartées : les minorités ethniques, les femmes, les immigrés du Sud. Ces nouveaux étudiants et étudiantes étaient, et sont, beaucoup plus sensibles aux différentes formes d'oppression qu'à l'exploitation de classe et souhaitent ardemment mettre des concepts sur leurs maux pour mieux les comprendre et les combattre. On a donc vu apparaître, d'un côté, une «base de masse pour ce que nous pourrions appeler des études sur l'oppression», aux motivations certes radicales mais déconnectées des luttes de classe ; et de l'autre côté, une intelligentsia de gauche (amputée de ceux qui avaient tourné leur veste) a voulu continuer à défendre un discours radical, mais en abandonnant toute orientation de classe. Ce «sommet» de l'intelligentsia a donc fourni à la «base» étudiante les théories sur l'oppression que celle-ci attendait.

---

<sup>43</sup> <https://www.jacobinmag.com/2011/01/let-them-eat-diversity/>

## VIII. Les «affirmations identitaires<sup>44</sup>» renforcent le poids social et politique des religions.

En français on n'utilise pas le terme de «politique identitaire» (en anglais *identity politics*) très populaire dans la gauche et l'extrême gauche anglo-saxonne. On préfère parler de droit à la différence, de respect des différences, de respect des identités, etc. Si l'on voulait résumer cette idéologie en une phrase, elle pourrait se résumer ainsi: **«Tu ne peux pas comprendre – voire tu n'as pas le droit à la parole – si tu n'es pas (au choix) comme moi femme, immigré, noir, lesbienne, arabe, musulman, homosexuel et/ou transgenre.»**...

Si l'on décide que son identité personnelle est avant tout religieuse (comme le djihadiste Amedy Coulibaly qui déclarait : «L'islam est plus important pour moi que ma famille») et que chacun a droit au respect intégral des moindres aspects de son identité personnelle, alors personne ne peut critiquer l'identité principale d'un individu sans que celui-ci ne se sente immédiatement agressé et insulté<sup>45</sup>. Dans un tel schéma mental, finalement très moderne et occidental (et qui n'a rien donc de spécifiquement «musulman», même si l'intégrisme islamique joue lui aussi son rôle dans cette affaire), on comprend pourquoi le blasphème ou la caricature de «Mahomet» (avec des guillemets car nous ne disposons d'aucun portrait du Prophète !) peuvent être considérés comme inadmissibles, y compris à des personnes vivant dans un Occident chrétien plus ou moins sécularisé...

Ces affirmations identitaires, dans les pays anglo-saxons, ont développé le recours systématique à l'action légale-judiciaire depuis une trentaine d'années ; elles ont valorisé le droit des individus à ce que leur identité personnelle, voire intime, soit défendue et respectée par la loi, mais jamais leur «identité» de prolétaires dans la production...

La croissance de ces idéologies identitaires depuis les années 60 a abouti et correspondu à une diminution de la valorisation des actions collectives, non légales, voire illégales, qui étaient celles du mouvement ouvrier traditionnel et de ses alliés. Ces actions étaient fondées sur la lutte des classes et n'avaient pas pour objectif unique d'imposer de «bonnes» lois ; elles visaient à créer des **rappports de forces** bénéficiant à tous les membres de la classe ouvrière, pas à une collection d'individus opprimés et exploités.

Les revendications identitaires mises en avant par les mouvements féministes et afro-américains anglo-saxons ont été partiellement reprises à leur compte par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne puis par d'autres pays occidentaux (Danemark, Pays-Bas, Allemagne, etc.), et enfin recyclées dans les institutions qui produisent des normes juridiques et culturelles internationales : discrimination positive ; arsenal de réglementation fixant les rapports entre les sexes au travail, à l'école, dans l'espace public et même privé ; respect des droits linguistiques et sociaux des minorités culturelles ou ethniques, et représentation de ces minorités au sein des institutions ; commissions des droits de l'homme suggérant aux Etats de mieux lutter contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'antisémitisme et «l'islamophobie».

Pour ce qui concerne les minorités ethniques et/ou nationales, les intermédiaires communautaires ont été de plus en plus reconnus par les autorités publiques et ont activement joué le rôle de pompiers sociaux.

En France, ces associations communautaires sont beaucoup plus religieuses qu'ethniques (le CRAN censé se préoccuper des «Noirs» a été un échec ; le Parti des Indigènes de la République, dont la base est surtout franco-maghrébine, est un groupuscule dont l'influence se limite à des franges de l'extrême gauche et à de petites élites universitaires, etc.), dans la mesure où les identités nationales/ethniques minoritaires n'ont jamais été valorisées par la classe politique française qui a toujours défendu une ligne assimilationniste, au nom de l'universalisme républicain, et a toujours été «aveugle aux couleurs» (aux origines nationales ou ethniques)....

Avec le maintien et l'approfondissement de la crise depuis quarante ans, la montée et l'approfondissement du chômage, le désengagement de l'Etat central d'un certain nombre de secteurs économiques, la régionalisation/décentralisation, les associations communautaires (religieuses) locales

<sup>44</sup> «Les 6 péchés capitaux de la Gauche identitaire postmoderne» (2010, *Compil' NPNF* n° 6).

<sup>45</sup> C'est ainsi que même un universitaire subtil comme Olivier Esteves (auteur de *De l'invisibilité à l'islamophobie, Les musulmans britanniques, 1945-2010*, Presses de Sciences Po, 2011), dans une contribution passionnante sur la paranoïa antimusulmane en Grande-Bretagne trouve le moyen de tracer un trait d'égalité entre critique de la religion et insultes proférées contre les croyants («Islamophobie, une comparaison franco-britannique» <http://islamophobie.hypotheses.org/307>) !

ont trouvé un espace plus important de négociation, notamment les associations musulmanes qui avaient un gros retard à rattraper par rapport aux autres lobbies religieux pluriséculaires.

Une telle situation, et l'appel de plus en plus fréquent (de la part des maires ou même des députés en mal de réélection, mais aussi des gouvernements), à l'action pacificatrice ou éducatrice des «représentants» des «communautés» religieuses, n'ont pu que renforcer l'importance des religions dans l'espace public, les médias et les institutions, et par ricochet renforcer le poids de ces communautés imaginaires.

Du voyage de trois représentants du Conseil français du culte musulman – Fouad Alaoui (UOIF, proche des Frères musulmans), Mohamed Bechari (FNMF soutenue par le Maroc) et Dalil Boubakeur (Mosquée de Paris, proche de l'Etat algérien) – à Bagdad lors de prise d'otages des journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot en Irak en 2004, à l'annonce d'un déblocage de fonds en janvier 2015 pour financer la formation d'imams<sup>46</sup> pour visiter les détenus en prison, il y a une continuité dans la volonté de l'Etat de sous-traiter les questions sociales aux représentants des minorités religieuses, minorités qui recourent aussi en partie des minorités nationales ou ethniques. Et cela concerne particulièrement la minorité dite musulmane considérée comme la «première religion en prison» et la «deuxième religion dans la société française» à partir de statistiques peu fiables, du moins pour le moment.

---

<sup>46</sup> En fait de «formation d'imams», il s'agit pour le moment d'assurer à des «cadres religieux et les agents publics de la région Rhône-Alpes» des formations universitaires sur «l'interculturalité et la diversité» organisées conjointement par l'Université Jean Moulin Lyon 3 (publique), l'université catholique et l'Institut français de civilisation musulmane, ou à Paris par l'Université catholique (privée) sur les thèmes «religion, interculturalité et diversité». On a donc affaire à de petits «accommodements raisonnables» (selon la formule québécoise) de l'Etat républicain laïc avec les religions...

## **IX. Acquérir une vision claire des différentes formes de racisme et de leurs rôles. Et réfléchir à ce que pourrait être un antiracisme de classe.**

Jusqu'aux années 60/70, les marxistes et les anarchistes se sont peu intéressés aux différentes formes de racisme (le mot n'est apparu en français que dans les années 20, même si le phénomène est bien antérieur), et encore moins aux différences entre racisme et antisémitisme.

En effet, pour la gauche et l'extrême gauche occidentales, la question était «simple» puisque le racisme pouvait être réduit (selon les argumentaires et les périodes) à :

- \* l'ignorance (la théorie des races n'ayant pas de fondements scientifiques, l'éducation ferait reculer le racisme),

- \* une tactique des patrons (diviser pour mieux régner) ; or, l'unité de la classe ouvrière était censée se réaliser dans les luttes et atteindre son zénith lors de la révolution sociale à venir ;

- \* un sous-produit de l'idéologie nazie (il suffisait de dénoncer de façon générale le nazisme et le fascisme, nul besoin de se pencher sur les spécificités de l'antisémitisme),

- \* une idéologie justifiant les pratiques coloniales (il suffisait de soutenir les luttes d'indépendance nationale) ;

- \* la «barbarie» d'un système capitaliste en pleine «décadence» ; avec ce type d'explications invoquer la révolution socialiste suffit, inutile de se demander pourquoi le rejet de l'étranger existe dans presque toutes les sociétés précapitalistes puisque tout sera résolu après le Grand Soir.

La réflexion autonome et originale des groupes «révolutionnaires» a été inexistante sur ces sujets. Quiconque feuillèterait une collection complète de *Socialisme ou Barbarie*, de *L'Internationale situationniste*, ou même des principales revues trotskistes, ultragauches ou anarchistes des années 50, 60 et 70 aurait bien du mal à trouver des analyses (novatrices ou pas) sur les différentes formes de racisme ou même sur l'antisémitisme. Comme si ces maux étaient secondaires ou ne concernaient pas ces militants...

Les analyses du racisme sont devenues plus sophistiquées grâce à des écrits engagés d'orientation tiersmondiste et identitaire (F. Fanon, Malcolm X, Stockely Carmichael, Huey Newton, Angela Davis) qui ont ouvert la voie à de nombreuses recherches universitaires, principalement anglo-saxonnes au départ.

De nombreux historiens et spécialistes des sciences sociales ont fait avancer la réflexion en étudiant minutieusement toutes les dimensions (économiques, sociales, psychologiques, culturelles, anthropologiques) du racisme. Ils ont inventé toutes sortes de concepts : racisme voilé, discret, symbolique ; néo-racisme ; racisme institutionnel, structurel, systémique, etc.

Mais ce ne sont pas, répétons-le, des groupes militants, marxistes ou anarchistes, qui ont fait progresser la compréhension du racisme (et de l'antisémitisme).

Certains économistes ont défendu la théorie de la segmentation du marché du travail (cf. la définition qu'en offre le Dictionnaire suisse de politique sociale <http://www.socialinfo.ch/cgi-bin/dicoposso/show.cfm?id=728>) pour expliquer comment le Capital jouait désormais sur deux segments du marché du travail : un «segment primaire» jouissant d'un noyau stable de salariés (des «travailleurs garantis», donc des «nationaux», généralement d'origine locale ancienne ou en tout cas européenne, mieux payés et mieux protégés) ; et un «segment secondaire», mobile et corvéable à merci (recruté parmi des immigrés, originaires du tiers monde, et soumis à une législation répressive sans cesse modifiée ; ou parmi les descendants d'une fraction de la population autochtone discriminée depuis des décennies voire des siècles – cf. les Afro-Américains).

Des sociologues se sont intéressés aux divisions internes à la classe ouvrière, notamment aux «privileges» et préjugés des ouvriers professionnels autochtones par rapport aux travailleurs étrangers sans qualification ; ils ont souligné la crainte des travailleurs autochtones d'être bloqués dans l'ascenseur social, voire la peur d'un déclassement et d'une paupérisation conduisant les ouvriers «blancs» à rejoindre la situation des travailleurs «non blancs», etc.

D'autres universitaires, comme Taguieff ou Gilroy, ont défendu l'idée que le racisme biologique passait de plus en plus au second plan et que de nouvelles formes de racisme (ethno-différencialiste, culturel, etc.) prenaient leur essor et s'imposaient dans les sociétés britannique ou américaine, à l'extrême droite (GRECE en France) puis dans les partis nationaux-populistes européens de masse.

La gauche et l'extrême gauche se sont contentées de copier-coller les nouvelles hypothèses et les résultats obtenus par les sciences sociales, mais ont été incapables de mener la moindre enquête autonome sur ces questions.

Elles n'ont pas su mesurer non plus les changements survenus depuis un demi-siècle, notamment les conséquences sociales et politiques à long terme

- du rejet du racisme et de l'antisémitisme par l'ONU et l'UNESCO après la Seconde Guerre mondiale, puis de l'intégration progressive de l'idéologie du multiculturalisme dans les institutions internationales, les Etats et les grandes entreprises,

- et de l'énorme mobilité internationale des travailleurs vers les principaux centres d'accumulation capitaliste (Amérique du Nord et Europe).

Cet accroissement fantastique de la mobilité de la main-d'œuvre et des capitaux a permis que la proportion de prolétaires ou même de petits-bourgeois «non européens» augmente considérablement dans les métropoles «impérialistes». Cette évolution a amené la bourgeoisie occidentale à souvent adopter un langage officiellement antiraciste, à adopter une législation antiraciste, voire même à appliquer des mesures de discrimination positive permettant l'avènement d'une classe moyenne d'origine «non occidentale». Même dans des pays où les statistiques ethniques sont interdites comme la France, les sociologues ont pu établir que les petits patrons, les commerçants et les cadres supérieurs représentaient environ 30 % des personnes originaires du Maghreb ou de l'Afrique subsaharienne. Et c'est d'ailleurs dans cette nouvelle petite bourgeoisie issue du Sud qu'ont prospéré les idéologies nationalistes, religieuses et/ou identitaires en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Il est beaucoup plus difficile, pour des militants, de lutter contre le racisme dans un pays où l'Etat lui-même tient un langage formellement antiraciste que dans un pays où la ségrégation raciale est la politique officielle, comme c'était le cas encore aux Etats-Unis dans les années 60 ou en Afrique du Sud jusqu'en 1991.

Mais il existe d'autres raisons au lourd passif de la gauche et de l'extrême gauche actuelles en matière de compréhension du racisme et de lutte efficace contre celui-ci.

Avant l'ère des indépendances des pays du tiers monde, la gauche et l'extrême gauche n'ont pas su définir une position claire face aux questions coloniales, oscillant entre le soutien acritique aux fractions bourgeoises – FLN vietnamien ou FLN algérien par exemple – ou l'indifférentisme de principe (motivé par l'idée que les mouvements de libération nationale n'auraient plus rien de progressiste à l'ère de «l'impérialisme»).

La gauche et l'extrême gauche ne sont pas rendu compte qu'elles facilitaient parfois, à l'intérieur des organisations syndicales et des partis, le maintien voilé des discriminations raciales et ethniques qu'avait imposées le colonialisme français (le syndicalisme dans les colonies était un syndicalisme de petits fonctionnaires «européens» qui ignorait les prolétaires autochtones ; le PCF et le PS s'opposaient à l'indépendance des colonies ou soutenaient cette revendication du bout des lèvres).

La gauche et l'extrême gauche n'ont même pas su lutter efficacement contre la xénophobie qui frappait les travailleurs immigrés européens (italiens, polonais, espagnols et portugais) qui, eux, n'avaient aucun contentieux colonial avec la France.

Elles n'ont pas su combattre le nationalisme et l'ont même ardemment propagé (souvenons-nous du «Produisons français» du PCF dans les années 70 ou plus récemment encore des arguments déployés par la gauche et les altermondialistes contre le Traité communautaire européen lors du référendum de 2005 ; ou de l'incapacité de la gauche gouvernementale depuis 1981 à rompre avec la politique de contrôle des flux migratoires).

La gauche et l'extrême gauche n'ont pas su établir de stratégie précise et efficace face à des phénomènes proches mais différents comme

- le racisme populaire plus ou moins spontané qui peut se traduire par des attitudes (opinions, croyances, préjugés, stéréotypes) ou des comportements plus ou moins discriminatoires ou violents (refus de fréquenter des «étrangers» ; soutien à une ségrégation institutionnelle ou à des discriminations ; manifestations, pogromes, lynchages, etc.),

- la xénophobie (importante dans un pays comme la France où les hommes politiques de droite comme de gauche n'ont jamais vraiment envisagé que ce pays puisse être une terre d'immigration) et le nationalisme (y compris le nationalisme de gauche républicain, fondamental pour l'identité de nombreux militants),

- le racisme pseudo-scientifique et ses avatars modernes (socio-biologie, darwinisme social, psychologie sociale, etc.),

- le racisme institutionnel (les pratiques discriminatoires «inconscientes» ou en tout cas non formulées explicitement dans l'Etat mais aussi dans les organisations de gauche et d'extrême gauche),

– et les discours idéologiques et les programmes politiques racistes propagés par les groupes ou partis d'extrême droite, fascistes ou néofascistes, discours qui se sont considérablement métamorphosés<sup>47</sup>.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les partis politiques qui veulent encore utiliser la peur du «mélange des races» et mobiliser les catégories populaires contre les effets de la mondialisation et de la crise économique permanente depuis les années 70 n'ont plus recours ouvertement aux théories racistes biologisantes du XIX<sup>e</sup> siècle ou à l'idéologie fasciste ou nazie. Ils font appel au «racisme ethno-différencialiste», fondé sur les différences (réelles ou imaginaires) entre les «cultures», ce qui leur donne un visage plus respectable. Dans ce cadre, ils jouent à fond, notamment depuis les attentats du 11 septembre 2001, sur la paranoïa antimusulmane, ce qui permet de combiner nationalisme, ethnocentrisme, xénophobie, haine de l'islam et préjugés racistes contre les ressortissants des pays d'Afrique subsaharienne ou du Maghreb.

Face à ces nouveaux phénomènes, la gauche et l'extrême gauche se sont cantonnées à la critique antifasciste (le racisme ne peut être que d'extrême droite) et à une indignation morale, la petite main jaune de «Touche pas à mon pote» et les concerts de SOS Racisme en étant la manifestation «citoyenne» la plus récente et la plus aseptisée.

D'où notamment, au cours des trente dernières années, l'inefficacité totale de la propagande de la gauche et de l'extrême gauche contre le Front national, l'incapacité à s'implanter dans les quartiers populaires et plus spécifiquement parmi les populations d'origine antillaise, africaine, pakistanaise, chinoise, arabe ou kabyle.

Lorsque l'extrême gauche ou les libertaires se sont enfin saisis de la notion de racisme institutionnel ou structurel (avec un demi-siècle de retard) ou ont précipitamment adopté les thèses du «post-colonialisme», ils ne se sont pas interrogés sur leur fonctionnement interne, la façon dont ils pouvaient reproduire en leur sein des préjugés racistes, mais ont trouvé de nouvelles «bonnes» raisons pour minorer l'importance de l'antisémitisme. Il ne faut donc pas s'étonner que ces courants ne soient pas non plus capables de comprendre l'antisémitisme de gauche (cf. le point suivant).

Les courants de la gauche radicale actuelle pensent être en rupture avec l'antiracisme consensuel et légaliste promu par SOS Racisme et la social-démocratie dans les années 80. En fait, ils communient, consciemment ou pas, avec les courants antiracistes étatiques dans la même idéologie centrale au sein de toutes les démocraties occidentales : le summum de la moralité politique s'incarnerait dans l'antiracisme. Les patrons peuvent parfaitement promouvoir la diversité ethnique dans leur encadrement, voire dans leurs conseils d'administration, mais, par contre, ils ne trouvent pas du tout amoral de gagner 1000 ou 10 000 fois ce que gagnent les plus petits salariés de leurs boîtes. Plus le capitalisme occidental se modernise, plus il se montre «libéral» au niveau des mœurs et favorable à la disparition tendancielle des préjugés racistes les plus agressifs, plus en même temps il défend le principe de la propriété privée, de la hiérarchie, de la division sociale du travail et des inégalités économiques.

Un antiracisme de classe ne peut donc être seulement un antiracisme moral, à la SOS Racisme, ou stupidement «anti-Blancs» comme celui des Indigènes de la République.

En France, la majorité des «pauvres» sont des prolétaires, et leur pauvreté ne tient pas à «l'apartheid» (dixit le Premier ministre socialiste et ex-ministre de l'Intérieur Manuel Valls) dont ils seraient victimes mais à l'exploitation capitaliste... Les discriminations racistes sont intimement liées à la domination capitaliste (même si elles ne s'y réduisent pas et lui sont même antérieures d'une certaine façon, comme en témoignent toutes les sociétés esclavagistes).

Pour combattre les discriminations racistes, il ne faut

– ni céder au chantage des organisations islamistes qui veulent interdire toute critique des religions, donc de l'islam sous prétexte qu'elle serait «raciste» (cf. le point 4) et ne disposent pas des outils politiques pour mener une lutte efficace contre le racisme et l'antisémitisme ; ni adopter (du moins de façon acritique) la thèse de «l'islamophobie» comme le font de nombreux gauchistes ;

– ni tomber dans la démagogie identitaire de leurs alliés «de gauche» (PIR et militants ou intellectuels de la gauche théocompatible) ;

– ni propager l'illusion que seules la droite et l'extrême droite en seraient les défenseurs,

– ni faire preuve d'angélisme (les préjugés et les attitudes racistes sont présents dans la classe ouvrière mais aussi au sein de la gauche et de l'extrême gauche, ne serait-ce que par leur fonctionnement interne).

---

<sup>47</sup> «"Haine de l'autre", racisme et religion» (2011, *NPNF* n° ) ; «Racisme institutionnel et action affirmative» (2007, *NPNF* n° 21/22).



## X. Prendre conscience de la nature complexe de l'antisémitisme mondialisé<sup>48</sup> actuel.

Sans une telle compréhension, il est impossible de saisir le lien entre antisémitisme et djihadisme internationaliste, ou même la fonction de l'antisémitisme et de l'antijudaïsme chez des mouvements comme les Frères musulmans, le Hamas ou le Hezbollah<sup>49</sup>.

Cette ignorance des mutations de l'antisémitisme conduit évidemment la gauche et l'extrême gauche à sous-estimer, voire à ignorer, l'importance de l'antisémitisme. Seule une infime minorité des militants de gauche, anarchistes ou gauchistes admettent que l'antisémitisme n'est pas un simple reflet du conflit israélo-palestinien en France, qu'il possède de très vieilles racines gauloises, y compris à gauche (cf. les analyses percutantes des Luftmenschen<sup>50</sup>) et qu'il a pris des formes complexes aujourd'hui.

Cette cécité et cette négation dominantes à gauche de l'antisémitisme ne sont pas pour nous surprendre car elles durent depuis plus d'un siècle. Pour ne prendre que des exemples très récents, l'échantillon est vaste puisqu'il regroupe des personnes aussi diverses

– Dominique Vidal du *Monde diplomatique* («Un antisémitisme virulent mais marginal» – tout est dans le titre<sup>51</sup>)!

– Rony Brauman<sup>52</sup> qui, dans une interview à Europe 1, explique que Roland Dumas aurait été «maladroit» en affirmant que Manuel Valls était «sous influence juive» et qu'après tout il n'y aurait «rien de honteux» à être influencé par sa femme quand elle est juive ! Ignorant les liens d'amitié entre Dumas, Gollnish et Dieudonné, Rony Brauman, «accablé et inquiet», prétend «contextualiser» les propos de l'ancien ministre des Affaires étrangères et ferme délibérément les yeux devant l'antisémitisme dont l'expression publique ne cesse d'augmenter ;

– un petit groupe ultragauche comme Robin Goodfellow<sup>53</sup> («Internationalistes, partout et toujours» au titre ronflant mais qui

\* soutient la liberté d'expression du fasciste Dieudonné («(...) harcelé depuis longtemps par le gouvernement. Il vient d'en être la première victime pour un simple mot douteux, provocateur et ambigu comme à son habitude») et de l'antisémite Siné («viré abusivement pour cause d'antisémitisme») ;

\* critique les lois «mémorielles ou celles qui prennent le prétexte de l'antiracisme pour interdire certaines expressions politiques ou théoriques voire même la simple expression de faits» (le fasciste et négationniste Faurisson a dû se trémousser d'aise en lisant leur prose) et n'a évidemment rien à dire ni sur l'antisémitisme – ni même sur le racisme puisqu'il nous cite de longs passages d'Engels sur les discriminations visant les ouvriers... irlandais («blancs» sommes-nous obligés de rappeler) au XIX<sup>e</sup> siècle, comme si leur situation était comparable à celle des minorités d'origine arabe, kabyle, africaine ou asiatique en Europe au XX<sup>e</sup> et au XXI<sup>e</sup> siècle. (C'est pourtant dans ce même texte qu'on trouve cette perle «marxiste» tendance Gobineau : «la race blanche qui domina le monde») ;

– des intellectuels proches du NPA comme Enzo Traverso<sup>54</sup>. Il affirme que «la Shoah était un détail de l'Histoire dans les années 50», mais il oublie de dire qu'il existait, déjà à l'époque, des dizaines de

---

<sup>48</sup> «Multiplicité des formes de l'antisémitisme et antisémitisme “mondialisé” actuel» (2014, *NPNF* n° 46/47) ; «Mohamed Merah, Houria Bouteldja et la compassion à deux vitesses» (2012, *NPNF* n° 38/39) ; «Mme Bouteldja falsifie CLR James au service d'un «antisémitisme progressif»... imaginaire !» (2012, *NPNF* n° ) ; «L'extrême gauche saura-t-elle réfléchir après les meurtres antisémites de Toulouse ?» (2012, *NPNF* n° 38/39).

<sup>49</sup> Cf. dans la *Compil' NPNF* n° 2 : «Hezbollah : un Parti-Etat totalitaire» (2004) ; «Gilbert Achcar et les multiples contradictions trotskystes face à «l'intégrisme islamique» (2007) ; «Contorsions libertaires face au Hezbollah et au nationalisme arabe» (2007).

<sup>50</sup> <http://luftmenschen.over-blog.com/article-28208339.html>) et <http://luftmenschen.over-blog.com/article-des-sionislamistes-qui-envahissent-la-france-et-autres-dangereuses-sornettes-124601155.html>

<sup>51</sup> <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/02/VIDAL/52630>

<sup>52</sup> <http://www.europe1.fr/mediacenter/emissions/l-invite-d-europe-nuit/videos/rony-brauman-le-climat-actuel-m-accable-et-m-inquiete-2375133>. On lira à ce sujet l'excellent article d'Emmanuel Debono qui pulvérise tous les arguments «contextualisateurs» de Brauman :

<http://antiracisme.blog.lemonde.fr/2015/02/17/le-fantasme-de-l-influence-combustible-de-l-antisemitisme/>

<sup>53</sup> [www.robingoodfellow.info/pagesfr/rubriques/Charlie.pdf](http://www.robingoodfellow.info/pagesfr/rubriques/Charlie.pdf)

<sup>54</sup> Cf. «L'eurocentrisme des “Holocaust Studies” et le renouveau des études sur le fascisme et le nazisme suscité par le postcolonialisme» ([http://www.dailymotion.com/video/xp4jth\\_pour-lecture-](http://www.dailymotion.com/video/xp4jth_pour-lecture-)

témoignages publiés<sup>55</sup> (55) et surtout pourquoi le judéocide était passé sous silence : parce que l'URSS, tous les partis «communistes» et l'extrême gauche trotskiste dont il est proche ne lui ont pas donné une place centrale dans l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale<sup>56</sup>... Il évoque «la religion civile de la Shoah» en prétendant que cette expression serait neutre, devant des militants du PIR qui éditent des autocollants affirmant que les médias français seraient entre les mains des «sionistes» (mot codé pour désigner les Juifs). Ces mêmes militants du PIR qui considèrent que l'antisémitisme aurait une «base progressive<sup>57</sup> (sic)».

Selon Traverso, le congrès de Bakou aurait fait peur aux nazis qui pensaient que les mouvements nationalistes indépendantistes du Sud allaient s'allier à «l'URSS, cet «*Etat marxiste, communiste, héritier des Lumières*» (resic !). Autre fable qu'il sert au PIR : «*au départ, les nazis voulaient exiler les Juifs à Madagascar*», puis il se contredit en affirmant que le plan d'extermination des Juifs qui devait être appliqué en dernier devint soudain une priorité pour Hitler et les nazis après la défaite à l'Est. Enfin, il se garde bien d'évoquer le soutien des nazis au mufti de Jérusalem, au mouvement national palestinien et à un certain nombre de mouvements et de régimes arabes de l'époque. Traverso «oublie «de mentionner également les divisions de la Wehrmacht composées de «musulmans» et la 13<sup>e</sup> division SS Handschar composée de 10 000 bosniaques musulmans) ;

– ou Julien Salingue<sup>58</sup> du NPA qui tartine sur l'islamophobie et n'a rien à dire sur l'antisémitisme ;  
– ou Pierre Stambul qui dans un récent article «Israël contre les Juifs»<sup>59</sup> fait tout pour minimiser l'antisémitisme et en rendre responsables... les Juifs – pardon, les «sionistes» !

---

decoloniale-de-la-shoah-enzo-traverso\_news), conférence donnée le 13 janvier 2012 devant les membres du Parti des Indigènes de la République.

<sup>55</sup> Cf. l'abondante bibliographie citée dans l'ouvrage d'Annette Wieworka : *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Hachette, 2003.

<sup>56</sup> Cette cécité volontaire des trotskystes est évidente chez un dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale comme Ernest Mandel, comme l'explique bien son biographe Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel : A Rebel's Dream Deferred*, 2009, Verso ; p. 47-48 et 212-216. Mandel, qui fut lui-même déporté et s'évada pour échapper à la mort, ne s'intéressa que **deux** fois au judéocide en **quarante** ans, une fois dans un article de 1946 et l'autre dans un livre sur la Seconde Guerre mondiale (*The meaning of the Second World War*) en 1986 !

<sup>57</sup> <http://indigenes-republique.fr/dieudonne-au-prisme-de-la-gauche-blanche-ou-comment-penser-l'internationalisme-domestique/>

<sup>58</sup> «[Tueries à Charlie Hebdo et porte de Vincennes : ne pas s'interdire de réfléchir, agir pour ne pas subir](#)»

<sup>59</sup> <http://www.ujfp.org/spip.php?article3885>. Pierre Stambul fait partie de ces juifs de gauche ou d'extrême gauche (cf. D. Bensaïd ou M. Loewy) qui ne veulent faire entrer dans leur définition de la judéité que de grands intellectuels prestigieux (de Spinoza à Marcuse en passant par «Einstein, Freud, Arendt, Kafka, Benjamin»), des révolutionnaires (Marx, Luxembourg, Trotsky), des prolétaires juifs en lutte contre le Capital et des résistants antisionistes du ghetto de Varsovie. Ils sont tellement écoeurés par la couardise de la gauche israélienne, par la montée de l'intégrisme juif religieux au sein d'Israël ou de la Diaspora, par la droitisation des Juifs français ou américains, par les crimes de guerre commis contre les populations palestiniennes, qu'ils se fabriquent, en réaction, une identité «juive-humaniste-radical-contestataire-libératrice» aussi imaginaire et artificielle que celle des sionistes obscurantistes ou nationalistes. Ce faisant, non seulement ils adoptent une identité plus valorisante (qu'ils offrent également en cadeau d'adhésion à tous les non-juifs antisionistes membres de l'Union juive française pour la paix) mais ils croient pouvoir se protéger contre l'antisémitisme, ce qui est d'une incroyable naïveté et/ou d'un incroyable idéalisme.

Ces nouveaux identitaires juifs de gauche, d'extrême gauche ou même libertaires se réclament du Bund en oubliant que cette organisation préconisait une «autonomie nationale et culturelle» totalement contradictoire avec leur négation acharnée de l'existence d'un peuple ou plutôt de peuples juifs. Leur définition de la judéité leur permet de se réfugier dans une sorte d'ethnocentrisme radical et paradoxal, puisque d'un côté il se prétend antinationaliste (donc anti-israélien ou antisioniste, comme on voudra), mais de l'autre il soutient le nationalisme palestinien.

L'avant-dernière phrase de ce texte de P. Stambul est très symptomatique : «*Pour créer l'Israélien nouveau, écrit-il, il a fallu "tuer le Juif", celui qui pensait que son émancipation passait par celle de l'humanité.*» On trouve, dans cette phrase, à la fois l'écho d'une nostalgie absurde (tous les Juifs

On pourrait encore mentionner, parmi des dizaines d'autres, le communiqué du site «ultragauche» Tant qu'il y aura de l'argent<sup>60</sup>. Daté du 12 janvier 2015, il aurait aussi bien pu être daté de 12 janvier 2035, il évoque «les pleurs et les témoignages des proches des victimes» puis dénonce immédiatement les «attaques racistes contre les musulmans» sans mentionner une seule fois le mot antisémitisme dans le reste de l'article !

La palme revient sans doute à cet appel de la Confédération des groupes anarchistes-Région parisienne<sup>61</sup> qui évoque «une attaque dans une boucherie casher<sup>62</sup>». Difficile de montrer plus d'ignorance des faits (il s'agit d'un supermarché, pas d'une «boucherie» !), de la façon dont les exécutions se sont déroulées (Amédée Coulibaly n'a pas «attaqué» un commerce ; il est entré dans un magasin juif pour tuer des Juifs et avait l'intention d'en tuer davantage), et de mépris pour les victimes juives qui n'ont droit qu'à la simple mention : un «véritable acte antisémite que nous condamnons». Tuer quatre Juifs est un simple «acte antisémite» comme un tag sur une synagogue ou une «quenelle» dans la rue ? A partir de combien de Juifs cela devient-il un assassinat pour les militants rrrrrévolutionnaires de la CGA Paris ?

Avec de telles œillères idéologiques, il n'est pas étonnant que la gauche et l'extrême gauche ne comprennent pas ce qu'est l'antijudaïsme musulman depuis quatorze siècles, la charia et sa dimension anti-judaïque et antijuive, l'importance historique du statut du dhimm<sup>63</sup> et l'antisémitisme de nombreux courants de l'islam politique (nationalisme arabe dès les années 20, complotisme antisémite des Frères musulmans, régimes nationalistes arabes dès l'indépendance, djihadisme internationaliste actuel).

En dehors de l'ignorance et de l'incompréhension, il y a aussi un choix opportuniste évident de «clientèle», que ce soit chez les anarchistes, les «antifascistes<sup>64</sup> (64)» ou à l'extrême gauche (NPA).

Mais ce choix opportuniste de clientèle n'est même pas suivi d'une véritable tentative d'implantation dans les quartiers populaires où il existe de fortes minorités dites «musulmanes». Il se réduit à l'adoption d'un langage public islamo-compatible et à des alliances avec des groupes réactionnaires dits «pro-palestiniens».

On en a encore eu un exemple lors de la manifestation du 18 janvier 2015 «contre l'islamophobie» (à laquelle appelait le même communiqué de la Coordination des groupes anarchistes parisienne cité auparavant) où une partie des manifestants criaient «A bas l'union nationale!» et dénonçaient le capitalisme, «le colonialisme sioniste, ses crimes de guerre et son apartheid», tandis qu'une autre criait «Allah ouakbar» («Dieu est plus grand»), «Touche pas à mon prophète», «Palestine vaincra, Palestine vivra», et brandissait toutes sortes de drapeaux nationaux : irakien, turc, palestinien<sup>65</sup>, etc. Un orateur a

---

d'Europe n'étaient pas bundistes, anarchistes ou trotskistes, et de toute façon les bundistes étaient devenus de plus en plus sociaux-démocrates et ne souhaitaient plus forcément «émanciper l'humanité») et l'expression inconsciente (et extrêmement violente) d'une vieille rancœur intracommunautaire : comme si la disparition du yiddish et le génocide des yiddishophones européens étaient dus aux «sionistes» hébraïques et pas aux nazis et à la complicité des puissances occidentales...

On comprend mieux alors pourquoi Stamboul trouve le moyen de rappeler les «accords de Haavara» de 1933 sans en préciser ni les modalités, ni la durée, ni le contexte... Dans son imagination et celle de l'UJFP, le grand «effaceur de l'histoire, de la mémoire, des langues, des traditions et des identités juives» ce n'est plus Hitler et le Troisième Reich ; ce ne sont plus les Etats européens et l'Amérique qui laissèrent 6 millions de Juifs être exterminés sans bouger le petit doigt ; ce ne sont plus, par la suite, les régimes arabes qui expulsèrent 900 000 Juifs du Proche et du Moyen-Orient, mettant fin à une présence sociale, économique et culturelle multiséculaire voire millénaire. Non le Grand Effaceur de la Judéité c'est seulement, au choix, Begin, Sharon ou Netanyahu !!!

<sup>60</sup> <http://www.tantquil.net/2015/01/12/hier-comme-aujourd'hui-a-bas-lunion-nationale/>

<sup>61</sup> <http://www.ainfos.ca/fr/ainfos11824.html>

<sup>62</sup> Cette énorme bourde a ensuite été rectifiée discrètement sur le site de la CGA.... <http://www.c-g-a.org/content/contre-lislamophobie-autodefense-populaire>. A quand les photos retouchées ? Par contre, le site Paris luttés info a eu au moins la décence de ne pas tripatouiller le texte original <http://paris-luttés.info/rassemblement-contre-la-2406>

<sup>63</sup> «Géopolitique de l'islam et dhimmis juifs» (2007, *Compil' NPNF* n° 2).

<sup>64</sup> Ce sont les «antifascistes» de Paris qui ont déchiré des dessins évoquant «Charlie Hebdo» lors d'une manifestation contre l'islamophobie, le 18 janvier 2015 (<https://www.youtube.com/watch?v=oDycVueFgEw>).

<sup>65</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=oDycVueFgEw>

dénoncé le CRIF «courroie de transmission de la politique israélienne» et expliqué, vieille litanie réactionnaire, que, en appelant les Juifs de France à émigrer, «les autorités israéliennes renforcent l'antisémitisme», comme si l'antisémitisme était né en 1948 ! Une militante «révolutionnaire» s'est exclamée : «Tant qu'il y aura des guerres là-bas, il n'y aura pas de paix ici», phrase pour le moins ambiguë face aux 17 meurtres djihadistes. Evidemment le service d'ordre de ce rassemblement, à la fois «antifasciste» et «anti-islamophobe», s'en est pris à quelques anarchistes venus avec des textes faisant allusion à «Charlie Hebdo»

On remarquera que, lors d'une manifestation organisée par le Collectif Cheikh Yassine<sup>66</sup> en 2011, on retrouve des slogans religieux tout à fait similaires (ce coup-là en français, chauvinisme franco-musulman oblige) à ceux du 18 janvier 2015 ainsi que des drapeaux nationaux (bleu/blanc/rouge, palestinien, etc.) avec en supplément des allusions à «l'Inquisition», au «lobby que l'on ne peut pas nommer», à la «solution finale» et à la «Shoah» que les «musulmans» seraient en train de subir.

Pas étonnant qu'une autre union nationale se soit finalement réalisée entre les sympathisants de cette extrême droite «musulmane» et le NPA (trotskyste) durant les manifestations de l'été 2014 à propos de la Palestine et désormais sur la question de «l'islamophobie» avec l'Action antifasciste et la Coordination des groupes anarchistes. L'antifascisme sans principes clairs, à la sauce philostalinienne comme durant la Révolution espagnole ou islamocompatible comme aujourd'hui, risque de mener au pire...

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, février 2015

---

<sup>66</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=bhXj3-fHNyE> et <https://www.youtube.com/watch?v=20RqiI3kZ3A>